

La Politique des Contingents

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 Décembre 1932, à 15 heures

PAR

Jean GALLOIS

Contrôleur des Douanes

Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants { MM. Roger PICARD, Professeur
RIST, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551819_0057

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Politique des Contingents

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 Décembre 1932, à 15 heures

PAR

Jean GALLOIS

Contrôleur des Douanes

Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants { MM. Roger PICARD, Professeur
RIST, Professeur

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1932



INTRODUCTION

« Afin que l'action concertée des Etats puisse se poursuivre sur des bases stables et dans une atmosphère de confiance, l'assemblée recommande aux Etats qui sont disposés à y participer de se mettre d'accord pour s'abstenir, pendant une période de deux ou trois années, de porter leur tarif protecteur à un niveau supérieur au niveau actuel, d'imposer de nouveaux droits protecteurs ou de créer de nouvelles entraves au commerce. Il est entendu que cet engagement ne devrait pas avoir pour résultat de ralentir les efforts que les Etats font pour réduire dans la mesure du possible leurs tarifs par action autonome ou bilatérale, conformément aux recommandations de la Conférence Economique internationale ».

Ainsi s'exprimait l'avant-projet de convention élaboré par le Comité Economique de la S. D. N. à la fin de 1929 pour préparer ce que l'on a appelé la « Trêve douanière ». Nous connaissons l'échec de ces résolutions libérales. La crise était survenue et le 17 février 1930, à l'ouverture de la conférence, les circonstances étaient déjà très défavorables. Depuis nous avons assisté à une recrudescence du protectionisme dans tous les Etats.

Les uns se sont retranchés derrière des tarifs prohibitifs comme les Etats-Unis avec leur dernier tarif Hawley-Smoot.

L'Angleterre de même est entrée délibérément dans la voie du protectionisme, d'abord avec son « Emergency tariff » puis avec le tarif scientifique, voté le 25 avril dernier à minuit.

D'autres pays ont mis l'embargo sur les devises en ce sens que seul un organisme central, en général la banque d'émission les délivre au cours du pair. Celles-ci étant beaucoup plus coûteuses sur le marché libre, la banque d'émission se trouve ainsi bénéficier d'un monopole de fait. Cette raréfaction des devises a considérablement restreint les importations dans les pays où elle s'est manifestée (Allemagne, Autriche, Grèce, Hongrie, Lettonie, Esthonie et Chili). Enfin certains pays ont restreint l'importation des marchandises par le contingentement (France, Hollande et Suisse).

Contingenter c'est prohiber l'entrée de marchandises données dès que les importations atteignent une certaine quantité, allouée pour une période déterminée (trois mois, par exemple), C'est donc un moyen de protection excessivement rigoureux.

Avant d'en commencer l'étude, examinons quelle était la situation de la France devant la crise mondiale et à quelles difficultés notre pays devait faire face.

La France fût une des dernières à être touchée par la crise. La conséquence fut que les prix intérieurs se sont maintenus à un niveau supérieur à celui des prix mondiaux. Cet état de choses et les barrières douanières des autres pays réduisirent nos exportations de façon sensible.

Notre balance qui était créditrice en 1927 accusât dès 1928 un déficit de plusieurs milliards. Ce déficit fut porté

à 8 milliards en 1929, à 9 milliards et demi en 1930 et à près de 12 milliards en 1931.

Ce déficit est dû uniquement au déclin considérable de nos exportations. Nos importations sont restées à peu près stationnaires. Elles se sont élevées à 58 millions de tonnes en 1931 contre 59 millions en 1929. Par contre leur valeur a beaucoup baissé ; 58 milliards de francs en 1929, 42 milliards en 1931.

La situation peut donc se définir ainsi : la valeur de nos exportations n'a pas diminué, par contre leur volume s'est considérablement réduit ; quant à nos importations elles ont diminué en valeur mais non, en volume. Voilà un premier point à considérer.

La seconde observation est que par suite du ralentissement de notre industrie, nos importations de matières premières ont baissé, mais nous avons eu des importations tout à fait anormales de produits alimentaires. Voici quelques chiffres cités par M. Augé-Laribé (1) : « Nous avons eu en 1929 pour les bestiaux un excédent des exportations sur les importations de 262.818 quintaux ; il s'est transformé en 1931 en un excédent des importations de 1.490.833 quintaux. Pour les œufs : 1929, excédent d'exportation : 72.585 quintaux, 1931, excédent d'importation : 320.481 quintaux. Pour le beurre : 1929, excédent d'exportation : 31.612 quintaux ; 1931, excédent d'importation : 135.172 quintaux. Pour les légumes frais : 1929, excédent d'exportation : 81.562 quintaux ; 1931, excédent d'importation : 299.486 quintaux ».

(1) Michel Augé-Laribé. Observations sur le système des contingents d'importation. Europe Nouvelle du 16 avril 1932.

Ces importations anormales étaient dues à l'intensité de la crise agricole dans certains pays, où les cours étaient tombés à un niveau très inférieur au coût de production, alors qu'en France les prix s'étaient maintenus et en outre les paiements étaient faits en monnaie de bon aloi. Ces importations anormales ne se sont pas uniquement produites pour des produits agricoles, le marché français a été envahi, bien, que dans une proportion moindre, par certains produits fabriqués vendus à des prix très inférieurs, les vêtements par exemple, qui ont bénéficié dans quelques pays de primes à l'exportation.

En prenant le mot « dumping » dans le sens large auquel il est employé dans le langage courant, nous dirons donc que le marché français a subi l'assaut de marchandises vendues à des prix de dumping. Il n'est pas douteux que dans le cas de dumping des mesures de protection s'imposent, car ainsi que le dit M. Jacob Viner : « Les pertes qui peuvent résulter pour les producteurs indigènes d'un afflux de marchandises vendues temporairement à bas prix sont évidentes : cette situation peut provoquer la désorganisation et même la crise de l'industrie indigène en entraînant de lourdes pertes de capitaux engagés ainsi qu'un important chômage. Comme le profit pour le consommateur est, par hypothèse, transitoire et peut avoir cessé longtemps avant l'expiration de la période nécessaire pour permettre au capital et à la main-d'œuvre de l'industrie indigène de s'adapter aux conditions anormales créées par la concurrence étrangère, il peut se faire que les pertes soient de beaucoup supérieures aux gains » (1).

(1) S. D. N. Memorandum sur le Dumping, par Jacob Viner. p. 36. P. 10 et 11.

Mais l'erreur de la politique douanière française de ces derniers mois fut de ne pas faire de discrimination entre la baisse causée par le dumping et par conséquent passagère et la baisse due à l'évolution du cycle économique et qui présente une certaine durabilité. Le résultat de la politique présente est que nos industries exportatrices dont le coût de production est resté à un niveau très élevé ne peuvent lutter victorieusement sur les marchés étrangers. Nous venons de voir que le moyen de défense employé par la France a été le contingentement et nous venons d'en donner la définition. Définition qui n'est applicable qu'au cas de l'heure présente, car le sens en est beaucoup plus large ainsi que nous le verrons plus loin.

Nous nous proposons de consacrer les lignes qui vont suivre à l'étude de l'application actuelle du procédé.

Nous diviserons notre étude en trois titres et un titre préliminaire.

Dans le titre préliminaire nous traiterons la définition, l'historique et l'étendue d'application du contingentement.

Dans le titre I nous étudierons le contingentement au point de vue technique : quel est le meilleur système de contingentement ? en est-il un qui soit vraiment satisfaisant ?

Dans le titre 2 nous étudierons la question au point de vue juridique : la légalité du contingentement ; a-t-il modifié l'esprit de nos traités de commerce ; ne pouvions-nous pas élever nos droits de douanes et ainsi éviter le contingentement ?

Dans le titre 3 nous examinerons la question au point de vue économique : le contingentement a-t-il des avantages ? La France devrait-elle pratiquer une politique tellement protectionniste ? et dans le cas de l'affirmative le procédé à employer doit-il être le contingentement ?

Après avoir répondu à ces questions, la conclusion en apparaîtra d'elle-même.

TITRE PRÉLIMINAIRE

CHAPITRE UNIQUE

Définition, historique et étendue d'application du contingentement

Un contingent est une certaine quantité de marchandises qui bénéficient d'un avantage particulier au point de vue douanier.

Ainsi l'on peut envisager quatre cas.

1° Les marchandises comprises dans la limite du contingent sont admises en franchise au lieu d'être soumises au tarif général ou minimum selon le cas.

2° Les marchandises sont soumises aux droits d'un tarif préférentiel, dans la limite du contingent.

3° Les marchandises contingentées sont soumises aux droits du tarif minimum alors que le contingent dépassé elles sont passibles du tarif général.

4° Les marchandises contingentées ne peuvent entrer dans le pays intéressé et être versées à la consommation qu'à la condition que le contingent ne soit pas épuisé (1).

Contingents admis en franchise

Les marchandises qui, dans la limite de contingents, sont admises en franchise sur le territoire douanier de la France sont très nombreuses.

(1) Nous ne considérons que les contingents d'importation. Mais il existe des contingents à l'exportation, quoique beaucoup plus rares. (Les ferrailles par exemple, sont prohibées à la sortie de France, sauf dans les limites de contingents attribués à certaines puissances).

C'est un cas d'application fréquente dans nos rapports commerciaux avec nos colonies non assimilées et avec celles que l'on appelle colonies de la porte ouverte. Le traité de Versailles (art. 68 et 268) contingente, pour une durée de 3 à 5 ans, les produits originaires d'Alsace-Lorraine, du Luxembourg et des régions allemandes de la Pologne, qui seront admis en franchise sur le territoire allemand.

Le même traité (paragraphe 31 de l'annexe aux articles 45 à 50) soumet au même régime à l'entrée en France, les marchandises obtenues en Sarre avec des matières premières ou semi-ouvrées d'origine allemande.

Egalement, la convention du 23 février 1928 prévoit l'admission en franchise de certains contingents de produits luxembourgeois destinés à l'Alsace-Lorraine.

Contingents admis à des droits préférentiels

L'admission à des droits préférentiels de certaines quantités de marchandises a donné lieu à des applications fréquentes.

Déjà dans le traité franco-belge de 1845 un contingent est alloué à la Belgique au bénéfice d'un droit conventionnel (ce droit conventionnel était une véritable faveur).

L'article additionnel du 25 juin 1895 à la convention de bon voisinage de 1882 entre la France et la Suisse prévoit l'admission réciproque au bénéfice du demi-droit de 15.000 tonnes par an de bois sciés provenant de scieries situées à dix kilomètres de part et d'autre de la frontière.

Depuis la guerre de nombreux droits préférentiels limités à certains contingents ont été accordés de toutes parts.

Dès le mois de novembre 1919 la Suisse obtient pour ses articles d'horlogerie l'admission en France en exemption du coefficient.

La convention avec l'U. E. belgo-luxembourgeoise, dont j'ai parlé plus haut à propos des contingents admis en franchise, contient également quelques contingents à tarifs préférentiels (toujours pour des marchandises destinées à l'Alsace-Lorraine).

L'accord du 23 février 1928 entre la France et l'Allemagne pour régler le régime de la Sarre est basé sur l'admission dans ce territoire de certaines quantités de marchandises au bénéfice d'un tarif de faveur.

Je mentionnerai enfin les lois du 2 mars 1928 et 29 novembre 1929 qui prévoient l'admission à des droits spéciaux d'une certaine quantité de produits mélassés destinés à la nourriture du bétail et de betteraves fraîches.

Depuis quelque temps les contingents admis à des droits préférentiels se sont encore développés particulièrement en faveur des Etats de l'Europe centrale, très touchés par la crise agricole. Par l'accord du 27 août 1930 la France a admis les maïs roumains (mais le petit grain dit de Bessarabie) au droit réduit de 16 francs 80 par quintal dans la limite d'un contingent annuel que l'arrêté ministériel du 18 juin 1932 a porté à 900.000 quintaux. Un tarif préférentiel a été concédé, dans les mêmes conditions, à l'Allemagne et à la Tchécoslovaquie pour les bas et les chaussettes de coton.

Le contingentement pour limiter l'octroi du tarif minimum

Le système du contingent a été appliqué aussi pour limiter les quantités de marchandises admises au tarif minimum. Actuellement il n'existe pas à l'importation en France de restrictions de cette nature.

Par contre à l'étranger nous trouvons de semblables mesures, particulièrement en Allemagne. L'accord germano-grec du 3 juillet 1924 a stipulé qu'une certaine quantité de vins grecs pouvaient être importés en Allemagne. Le traité franco-allemand du 17 juillet 1927 stipule qu'un contingent de 360.000 quintaux de vins sera admis annuellement en Allemagne au bénéfice du tarif conventionnel.

Le Contingentement, forme mitigée de prohibition

Avec la politique douanière que suit la France depuis le 27 août 1931 l'avantage pour les marchandises comprises dans la limite du contingent est de pouvoir rentrer en France et d'y être versées à la consommation.

Déjà pendant la guerre à partir du décret de prohibition générale du 22 mars 1917 les marchandises étaient en principe prohibées mais certaines d'entre elles étaient admises à concurrence d'une certaine quantité.

A l'étranger des mesures semblables ont été prises ces derniers temps. Je citerai l'Australie, qui, par représailles contre le tarif américain Hawley-Smoot (1), a relevé un grand nombre de ses droits de 50 % et prohibé certaines catégories de marchandises au delà d'un contingent. La Hollande et la Suisse ont à l'instar de la France énormément développé le procédé.

(1) Le tarif Hawley-Smoot est du 22 mars 1930.

En ce qui concerne notre pays, les produits azotés ont été contingentés dès le mois de mai 1931. Le décret du 10 juillet a contingenté la houille, la loi du 11 juillet en a fait de même pour les lins. Puis le gouvernement a pris toute une série de décret successifs. Le département de l'Agriculture a commencé le 27 août 1931, puis ce fut le tour du Ministère de la Marine et enfin du Ministère du Commerce et de l'Industrie au début de 1932. Le 8 juillet 1932, 62 décrets successifs avaient contingenté 1.143 postes de notre tarif douanier (1).

Mode de détermination des contingents

Il est très délicat de fixer la liste des marchandises à contingerer et les quantités qui pourront être importées.

Cette détermination se fait sous deux formes.

Tantôt, c'est l'administration elle-même qui fixe les contingents. Pour cela elle se base sur les importations pendant les années antérieures. Pour les bois, par exemple, on a fixé les contingents à la moyenne des importations des cinq dernières années normales (on a ainsi qualifié les années 1925 à 1929). Pour les vins la période de base fut les cinq dernières années, c'est-à-dire les années 1926 à 1930. Les contingents des produits agricoles ont été déterminés après enquête chez les syndicats de producteurs. Mais il nous a été impossible de savoir sur quelles bases les décrets des 30 septembre et 10 novem-

(1) Les mesures de contingentement ne coïncident pas toujours avec un poste du tarif. Par exemple le n° 537 du tarif comprend les outils, classés en 26 positions ; l'une d'elle est ainsi libellée : « autres outils coupants ainsi que les fourches et les crocs » ; or seuls les fourches et les crocs sont contingentés.

bre 1931 ont établi les quantités susceptibles d'être importées.

D'autres fois, et ceci est de règle pour les produits industriels, le contingentement a été fixé, tant en ce qui concerne la liste des marchandises que le volume à importer, par un accord entre les associations de producteurs français et de producteurs étrangers.

Ce mode de détermination n'est pas toujours possible, et souvent les négociations échouent, par suite de l'éloignement ou du manque d'entente entre les producteurs étrangers. D'ailleurs il n'est pas possible de négocier avec tous les intéressés. Les accords ne sont intervenus qu'avec les principaux pays exportateurs.

Quoi qu'il en soit, deux remarques s'imposent dès à présent.

Dans les deux cas les intérêts des consommateurs et des commerçants importateurs ne sont pas pris en considération

De plus quand le contingent est déterminé par voie unilatérale, le manque de connaissances techniques de la part des administrations a empêché totalement d'aménager le contingentement d'une manière scientifique.

Je cite quelques opinions émises par différents rapporteurs, au récent « Congrès du Commerce des Produits Contingentés » qui a eu lieu du 27 au 29 juin dernier (1).

Pour les beurres, nous dit le rapporteur, les avis des

(1) Opinions reproduites dans le rapport général de M. Jean Proix (pages 6 et suiv.).

représentants de l'importation « n'ont pas été suivis en temps utile ». Pour les œufs séchés, M. Rosier nous dit : « Le contingent a été déterminé par M. le Ministre de l'Agriculture sans que les intéressés aient été consultés au préalable et sur la seule base de la nomenclature douanière ». Pour les volailles il n'a pas été tenu compte des besoins particuliers aux mois de « soudure » que le commerce est bien placé pour connaître. MM. Suzarelli et Emerique indiquent que : « c'est par des articles de journaux allemands que les commerçants français furent informés des négociations entre industriels qui devaient aboutir au contingentement des jeux et jouets ». M. Jean Proix ajoute : « Généralement le contingentement est fixé à un pourcentage donné des importations afférentes à une rubrique de la nomenclature douanière. Il est apparu que ce procédé ne tient pas un compte suffisant des réalités. Quand il s'agit de produits alimentaires dont la production et la consommation sont soumises à des variations saisonnières, les pourcentages calculés d'après les statistiques annuelles ne présentent assez de souplesse ni pour protéger la production ni pour satisfaire les besoins fluctuants de la consommation ».

Il s'avère donc dès à présent que la politique du contingentement est d'application très délicate. Une partie très importante de l'économie passe de ce fait entre les mains de l'Etat. Dans la situation présente, celui-ci ne se trouve pas en mesure de mener à bien une aussi lourde tâche.

Territoire d'application des mesures de contingentement

Les mesures de contingentement s'appliquent sur l'ensemble du territoire douanier français, y compris l'Al-

gérie et la Sarre. Les colonies françaises, même les colonies assimilées n'y sont pas assujetties.

En ce qui concerne l'Algérie et la Sarre, des dispositions spéciales sont intervenues.

Ne sont pas applicables en Algérie les restrictions d'importation relatives au matériel électrique, à certains objets en verre (gobeletterie, verres de lunetterie, bouteilles, groisil, ampoules, tubes et objets non dénommés), aux meubles et aux instruments scientifiques (1). Un contingent spécial lui a été attribué pour les articles de ménage.

D'autre part, l'Allemagne bénéficie d'un contingent spécial pour l'importation en Sarre des meubles.

(1) A l'exception des : autres instruments de mesurage, etc., n° 634 *ter* B du tarif.

TITRE PREMIER

LA TECHNIQUE DU CONTINGEMENT

Plusieurs questions se posent au point de vue purement technique en matière de contingentement.

1° Convient-il de fixer un contingent unique ou est-il préférable de répartir les quantités entre les pays exportateurs ?

2° Vaut-il mieux admettre les marchandises librement, tant que le contingent n'est pas épuisé, ou est-il préférable de subordonner l'importation des marchandises contingentées à la présentation de licences d'importation délivrées par des organismes du pays importateur ou à des certificats de contingentement délivrés par des organismes des pays exportateurs ?

3° Etablira-t-on des mesures transitoires pour les marchandises en cours de route, au moment de l'avis d'épuisement du contingent ou mises en entrepôt avant cette même date ?

4° Y a-t-il lieu d'accorder des dérogations pour certaines marchandises particulières, comme celles importées au titre des prestations en nature ou celles originaires des colonies françaises ?

CHAPITRE I

Contingent unique ou répartition entre les pays exportateurs ?

L'avantage du contingent unique est de ne pas établir de discrimination entre les pays exportateurs. Le contingent étant le même pour tous les pays, ceux-ci, sans distinction, peuvent importer jusqu'à épuisement du contingent total. C'est le seul système compatible avec la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée que nous retrouvons dans toutes les conventions conclues par nous postérieurement à 1927.

Malheureusement ce système, qui ne fait aucune discrimination en théorie, a l'inconvénient de favoriser les pays limitrophes qui seront les premiers à importer des marchandises et pourront par la rapidité de leur action bénéficier à eux seuls de la quantité totale allouée.

Si d'autre part l'on établit des mesures transitoires pour les marchandises en cours de route, tout le système du contingentement est faussé, car des quantités bien supérieures au contingent établi vont pouvoir pénétrer. Je suppose, par exemple, que l'on décide de fixer un contingent de 50.000 tonnes pour une certaine mar-

chandise. Les pays limitrophes vont se dépêcher d'exporter en France la totalité de ces 50.000 tonnes. Ils verseront leur marchandise sur le marché français bien avant les pays plus éloignés. Quand ces 50.000 tonnes seront entrées, on fermera la barrière ; mais alors une grande quantité de marchandises provenant des pays lointains se trouveront en cours de route. Par suite du bénéfice de la clause transitoire, elles pourront être versées à la consommation et ainsi le contingent fixé pourra se trouver considérablement dépassé. Tandis que si l'on répartit les 50.000 tonnes, et que l'on en attribue 20.000 aux pays limitrophes, l'inconvénient de la clause transitoire sera ainsi fortement atténué.

Le système français

La plus grande incertitude se manifesta au début de la mise en pratique du contingentement. Les premiers arrêtés en effet, ceux pris en application des décrets du 27 août 1931 qui ont restreint l'importation des vins et des bois, ont posé le principe du contingent global. Cependant, on remarque déjà une dérogation en ce sens que, pour les vins, l'arrêté accorde à l'Italie un contingent spécial de 250.000 hectolitres. Il en est de même pour la Grèce qui se voit allouer 325.000 hectolitres. Cependant ces mesures n'ont pas eu pour but d'établir un meilleur aménagement du système, mais simplement, de limiter les quantités à importer par la Grèce et l'Italie qui sont nos concurrents les plus directs en ce qui concerne les vins ordinaires. Du reste par suite de la rétroactivité des mesures (1) le contingent attribué à l'Italie fut déclaré immédiatement épuisé.

(1) Le contingentement a été décompté pour l'Italie à partir du 19 mai et pour la Grèce à partir du 1^{er} avril.

En ce qui concerne les bois, le principe du contingent global n'a jamais en fait été réellement appliqué. Par suite de la rétroactivité de la mesure (1), le contingent a été aussitôt épuisé. Cependant, pour ménager les intérêts de certains importateurs, qui avaient passé d'importants marchés à livrer, l'on accorda des contingents spéciaux à certains pays : Autriche, Esthonie, Finlande, Italie, Norvège, Roumanie, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Union Belgo-luxembourgeoise. Ainsi d'une façon détournée, le principe de la répartition entre les pays exportateurs s'est établie dès le début.

Les importants décrets du 30 septembre 1931 qui ont contingenté les produits agricoles, n'ont pas effectué de répartition. Mais celle-ci s'est établie petit à petit. Tout d'abord pour les viandes, une répartition eut lieu entre l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil, qui ont droit à eux trois à 49.000 quintaux (2). Le contingent global fixé par le décret du 30 septembre étant de 70.000 quintaux, les pays autres que les trois ci-dessus, n'ont plus eu droit qu'à 21.000 quintaux.

Le premier exemple vraiment caractéristique de répartition fut la répartition du contingent des poissons. (décret du 21 octobre 1931). Dès lors l'on peut dire que le système du contingentement fut définitivement fixé à ce point de vue : Un décret annonce la restriction des importations pour une certaine marchandise ; ensuite un ou plusieurs arrêtés fixent les quantités à importer ; enfin un avis aux importateurs annonce la répartition des quantités reprises dans l'arrêté entre les pays exportateurs.

(1) Le contingent global des bois a été décompté à partir du 1^{er} janvier.

(2) Argentine, 17.000 ; Uruguay, 25.000 ; Brésil, 7.000.

La plus grosse quantité est allouée aux pays qui ont des courants d'exportations importants pour la marchandise en question. Une petite quantité est laissée ensuite aux autres pays, englobés dans l'avis aux importateurs sous la dénomination : « autres pays ».

En définitive le principe actuellement appliqué est la répartition entre les pays exportateurs. Cependant le principe du contingent global subsiste pour les « autres pays ».

CHAPITRE II

Les licences et les certificats de contingentement

Au moment de la mise en vigueur du contingentement la question s'est posée de savoir, s'il ne fallait pas subordonner les importations (1) de produits contingentés à la possession de licences.

Les licences d'importation qui avaient joué un rôle essentiel pendant la guerre, ont soulevé des critiques à peu près unanimes.

Les mesures de prohibition ont été moins combattues en elles-mêmes qu'en raison de leur application par suite de l'octroi de licences. Le procédé est bien délicat à employer sans courir le risque d'être taxé de favoritisme en ce qui concerne la distribution des autorisations.

La Conférence Economique de 1927 s'est spécialement occupée des restrictions et prohibitions d'importation. L'on fut unanime alors pour condamner le principe des licences d'importation (2).

Aussi, au début de l'application du contingentement, décida-t-on de laisser l'importation libre. Il appartenait

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit d'importations pour la consommation.

(2) Conférence Economique 1927. Abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. C. E. I. 27. 22.

aux importateurs de se montrer plus diligents que leurs concurrents et d'importer la quantité allouée pour la période en cours, avant que la barrière ne se ferme. C'est le système qui se concilie le mieux avec les principes de libre concurrence et de la liberté du commerce.

Les résultats furent désastreux et annihilèrent au début les résultats que l'on attendait du contingentement.

Le contingentement, sans parler du principe défectueux en lui-même et sur lequel nous reviendrons plus tard, présente des difficultés d'application considérables. En effet, il est matériellement impossible de tenir, au jour le jour, le compte des marchandises contingentées. En demandant un effort considérable au service des Douanes, l'on est parvenu à réunir trois fois par mois les quantités de marchandises contingentées introduites pendant la décade précédente. L'on ne peut donc savoir que tous les dix jours quelle est la situation des différents contingents. Aussi, dès le début, des dépassements considérables se produisirent d'une décade à l'autre. Les dépassements les plus sensationnels eurent lieu pour les bois, les produits agricoles et les poissons.

De plus, avec le système de l'importation libre, l'introduction des marchandises ne se fait pas avec régularité. De grandes quantités de marchandises sont importées au début de la période fixée.

Cette masse vient peser sur le marché et à l'encontre du but poursuivi, alourdit les cours, surtout quand il s'agit de denrées périssables (1).

(1) Le fait s'est produit particulièrement pour les bananes.

Un autre inconvénient est que les importations sont faites dans des buts spéculatifs et par des personnes autres que les importateurs réguliers qui se trouvent ainsi condamnés à l'inactivité.

Et l'on est revenu au système des licences, qui a malgré tout le mérite de ne laisser pénétrer les marchandises que dans la limite des contingents alloués et d'exclure les spéculateurs d'occasion. Les licences en effet, sont réparties entre les importateurs habituels, au prorata de leurs importations pendant une certaine période antérieure prise comme base.

Les licences d'importation furent instituées, d'abord pour les produits agricoles, visés par les décrets des 30 septembre et 10 novembre 31, par l'arrêté du 19 novembre 1931. Puis, les bois par l'arrêté du 26 mars 32 ; pour les poissons par l'arrêté du 23 mai dernier (1).

L'on a assujetti à l'obligation de la licence les marchandises pour lesquelles l'importation libre avait suscité des difficultés particulières.

Formalités pour l'obtention des licences

Les formalités à accomplir pour obtenir une licence diffèrent un peu selon les cas, quoique le principe soit identique.

Tout d'abord ce n'est pas un organisme unique qui distribue les licences. Celles-ci sont attribuées, soit par le Ministère de l'Agriculture (produits agricoles), soit

(1) L'obligation d'une licence existait pour certains produits bien avant les arrêtés du 19 Novembre 1931. Ainsi un décret du 10 Juillet 1931 avait déjà subordonné les importations de combustibles minéraux à l'obligation d'une licence.

par le Ministère des Finances, sur la proposition du Ministère de l'Agriculture (bois), soit par le Ministère de la Marine (poissons).

Les licences ne sont délivrées qu'à des importateurs habituels. Les postulants doivent justifier de leur qualité de commerçants ; ils doivent également fournir le relevé des quantités de marchandises de l'espèce qu'ils ont importés pendant une certaine période antérieure prise comme base (les années 29, 30, 31 pour les bois ; les années 30 et 31 seulement pour les poissons).

Les postulants doivent, en outre établir une demande en 4 ou 5 exemplaires (5 exemplaires pour les bois).

Le dossier est d'abord transmis à un comité interprofessionnel qui siège au Ministère de l'Agriculture ou au Ministère de la Marine selon le cas. Le comité est composé de représentants des divers intérêts en cause (producteurs et commerçants). Il examine le dossier, s'assure particulièrement si le demandeur possède bien les qualités requises, vérifie les quantités déclarées avoir été importés et répartit le contingent de chaque trimestre proportionnellement aux demandes régulièrement établies. Enfin le comité donne son avis et transmet les demandes à une commission instituée auprès de chaque ministère et qui comprend en grande partie des fonctionnaires des Ministères des Finances, du Commerce, et soit de la Marine soit de l'Agriculture, et deux représentants du comité interprofessionnel désignés par celui-ci et choisis l'un parmi les producteurs, l'autre parmi les commerçants.

Si la commission émet un avis défavorable à la demande de licence, celle-ci est retournée au demandeur.

Dans le cas contraire, le Ministère intéressé transmet trois des quatre, ou des cinq exemplaires de la demande à la Direction générale des Douanes. Un exemplaire reste à la Direction Générale, le second est transmis à l'importateur qui le présentera à l'appui de sa déclaration, le troisième est envoyé au bureau par lequel se fera l'importation.

Les licences sont valables pour une durée variant entre 30 et 180 jours, selon la nature ou l'origine de la marchandise.

Pour éviter les abus les autorisations sont incessibles et valables en principe que pour un seul bureau de douane.

Critique du Système

La première constatation que l'on fait à l'examen d'un pareil système est son incohérence. Il y a trop de départements ministériels chargés de l'attribution des licences. L'on a affaire tantôt au Ministère du Commerce ou à celui de l'Agriculture, ou bien encore à celui de la Marine, enfin dans certains cas au Ministère des Finances.

En outre, le comité interprofessionnel joue un rôle des plus importants ; il est uniquement composé de représentants des producteurs et des commerçants ; il est à craindre qu'il ne montre pas toute l'impartialité désirable pour l'attribution des licences.

Enfin, seuls peuvent obtenir des licences les demandeurs qui peuvent justifier d'importations pendant les années antérieures. Ce monopole de fait au profit des anciens importateurs est absolument injustifiable. Il est absolument contraire au principe de la liberté du com-

merce, d'empêcher un individu d'importer des marchandises pour la simple raison que c'est la première fois qu'il se livre à cette opération.

Mais alors on aboutit à une impasse : Comment écarter les spéculateurs qui veulent profiter de la prime à l'importation que procure le contingentement, qui, en restreignant sur le marché français l'offre des marchandises, fait monter les prix.

Le problème me semble difficile à résoudre. Ce n'est d'ailleurs pas le seul que pose l'application du contingentement, système défectueux en lui-même et de plus, insusceptible d'application rationnelle.

Les certificats de contingentement

Les certificats de contingentement ne sont par leur nature que des licences d'importation. Mais au lieu d'être délivrés par des organismes français, ces licences d'importation sont réparties par les Etats étrangers ou par des organismes qu'ils se sont substitués.

Dans les différents pays où il existait un fort courant d'importation vers la France, le contingentement a suscité le désir bien légitime de répartir entre les exportateurs les contingentements alloués. L'on n'a pas voulu dans ces pays laisser le commerce d'exportation aux mains de spéculateurs qui pourraient ruiner l'activité des commerçants réguliers.

Si les autorisations sont délivrées par la France, les détenteurs de licences restent libres d'acheter à qui ils l'entendent. Comme par suite du contingentement, la demande a diminué, cela accentue encore si possible la

baisse des prix et occasionne de sérieuses difficultés aux commerçants réguliers au profit d'exportateurs occasionnels.

Malgré les inconvénients de la substitution des certificats aux licences pour les acheteurs français, les administrations qui régissent le contingentement se sont montrées favorables à cette modification qui supprime bien des difficultés et coupe court aux reproches de favoritisme et de tripotage en ce qui concerne la distribution des licences.

D'ailleurs, nous avons été obligés quelquefois de passer des accords avec les Etats étrangers pour éviter les représailles que notre politique douanière n'aurait pas manqué de susciter. Ces Etats ont accepté le contingentement, mais ils se sont réservé l'administration de leurs contingents. Sur cette base transactionnelle nous sommes arrivés à des ententes amiables et le plus souvent les mesures de rétorsion contre notre politique restrictive ont été évitées.

Le premier exemple d'accord ayant pour but la substitution des certificats aux licences, est probablement l'accord conclu avec la Pologne, pour l'application du décret du 10 juillet 1931 contingentant les importations de houille. A partir du 1^{er} octobre, les importations de charbon en provenance de Pologne n'ont pu pénétrer qu'accompagnées de certificats délivrés par la Convention Houillère Polonaise. La même facilité fut accordée à la Belgique un peu plus tard.

Cette nouvelle réglementation fut appliquée sur une base, vraiment élargie à partir de l'accord franco-italien du 11 janvier 1932 qui a institué le certificat de con-

tingement pour une grande partie des produits agricoles, contingentés par les décrets du 30 septembre et 10 novembre 1931, et soumis à l'obligation d'une licence par les arriérés du 19 novembre.

Des accords successifs ont étendu cette mesure aux Pays-Bas, à la Belgique, la Hongrie, la Suisse, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie.

Mais le certificat n'a pas été seulement un substitut de la licence. Pour beaucoup de marchandises qui n'étaient pas soumises à l'obligation d'une licence, pour lesquelles, par conséquent l'importation était libre dans la limite du contingent, les pays exportateurs ont demandé à contrôler leurs contingents par la délivrance de certificats.

Alors que les licences d'importations n'existent presque que pour les produits de l'agriculture ou de la pêche, l'obligation du certificat de contingentement pour des marchandises dont l'importation était libre s'est étendue successivement et est devenue même la règle générale pour les importations originaires de quelques pays.

Le premier exemple caractéristique d'accord de ce genre est celui du 9 janvier 1932 avec l'Allemagne, pour les jeux et jouets.

Ainsi, alors que les jeux et jouets originaires d'autres pays ne sont assujettis à aucune autorisation d'importation, les produits allemands ne peuvent pénétrer qu'accompagnés de certificats délivrés par la Chambre de Commerce de Nuremberg. Ce procédé a été suivi constamment par l'Allemagne, à chaque mesure de contingentement intéressant son commerce d'exportation. Pour

la presque totalité des marchandises contingentées originaires d'Allemagne, il y a lieu de produire un certificat de contingentement, délivré par une chambre de commerce ou syndicat allemand de producteurs.

Les autres pays qui, d'une façon plus ou moins large, ont adopté le système des certificats sont les Pays-Bas, l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Italie, la Hongrie.

**Obligations des gouvernements étrangers
en ce qui concerne la délivrance des certificats**

Quand un accord intervient entre le Gouvernement français et un Gouvernement étranger, celui-ci s'engage sous sa responsabilité à ce que certaines conditions soient remplies. Ces conditions sont au nombre de trois principales.

1°. Le gouvernement doit veiller à ce que les contingents qui leur sont alloués ne soient pas dépassés.

2°. Les expéditions vers la France doivent être échelonnées pendant tout le trimestre.

3°. Les relations commerciales régulières entre les deux pays doivent être maintenues.

Si ces conditions étaient observées, les inconvénients du système de l'importation libre seraient grandement atténués.

Inconvénients du système dans la pratique

Des plaintes très vives se sont produites de la part des importateurs français.

Au Congrès du Commerce des produits contingentés, les avis sont concordants pour critiquer le Système.

M. Jean Proix, Directeur du Comité d'Action Economique et Douanière nous dit dans son rapport général : « Les acheteurs français se trouvent dans la nécessité d'effectuer leurs achats aux seuls titulaires de licences d'exportation, qui sont évidemment à même de se montrer plus exigeants quant aux conditions de vente et quant aux prix, ce dont il résulte une gêne pour le commerce et un préjudice pour les consommateurs ».

Il est arrivé même que des exportateurs étrangers, détenteurs de certificats, viennent eux-mêmes en France vendre leur marchandise, ruinant ainsi l'activité des importateurs français (1).

M. Magrin, vice-président du Syndicat Général des Produits Laitiers, cite le cas de maisons étrangères qui ont offert en Angleterre, en Suisse et en Allemagne pour 9 à 10 dollars la caisse d'œufs vendue en France de 14 à 15 dollars. Pour les beurres, les expéditeurs hollandais ont vendu en France à des prix atteignant parfois le double des prix de vente sur les autres marchés. Avec les bénéfices obtenus, ils ont constitué un fonds de secours pour leur agriculture !

Conclusion

Nous venons de voir que les règles qui régissent les importations des produits contingentés sont trop nombreuses et trop diverses. Je cite le rapport de M. Jean Proix : « C'est ainsi que pour les importations de com-

(1) Reproche adressé surtout aux commerçants hollandais.

bustibles britanniques et russes, il faut des licences délivrées à l'importateur par la Direction des Mines ; pour les combustibles hollandais, des licences délivrées par la Direction des Mines aux représentants en France des Mines néerlandaises ; pour les combustibles polonais, des licences délivrées par la Direction des Mines jusqu'à fin septembre, à partir du 1^{er} octobre, des certificats délivrés par la Convention minière polonaise ; pour les combustibles allemands provenant des mines contrôlées par le Kohlen Syndikat, des licences délivrées aux représentants en France de ces charbonnages ; pour les combustibles belges, des certificats d'origine délivrés d'abord par la Direction des Mines du Royaume de Belgique puis par la Fédération des mines belges ».

De plus, il n'est pas possible d'opérer de façon satisfaisante la répartition des contingents. Je cite pour terminer quelques lignes du journal « Le Temps » :

« Le mode de répartition des contingents ne comporte pas moins de difficultés. Le plus simple, semble-t-il, consiste à laisser l'importation libre dans la limite des contingents. Mais alors on voit souvent les importations arriver très vite à la limite fixée, pour s'arrêter ensuite, si bien que le marché se trouve tantôt encombré et tantôt dégarni. De plus, le contrôle est difficile et le contingent est fréquemment dépassé.

Adopte-t-on le système des licences ? A la suite d'accords commerciaux, le gouvernement a parfois laissé à des Etats étrangers le soin de délivrer les licences à leurs exportateurs. Qu'est-il arrivé ? L'acheteur français, ne pouvant profiter de la concurrence, a été à la merci des vendeurs étrangers. Si nous avons voulu em-

pêcher les importations à vil prix, nous avons donc dans ce cas trop bien réussi...

Ce qui semble le plus rationnel, c'est que, dans les limites d'un contingent global, il soit permis aux importateurs d'acheter sur les marchés où ils trouvent les meilleures conditions. Mais la délivrance des licences est alors à la discrétion de l'administration. Pour atténuer cet arbitraire et pour éviter certains abus que l'on devine, de nombreux commerçants ont demandé que les licences fussent réparties entre les importateurs au prorata de leurs achats antérieurs ou que leurs syndicats fussent chargés du soin de les répartir entre leurs membres. On risque de tomber dans un autre inconvénient. Des représentants du commerce du bétail, par exemple, ont préconisé ce système, parce qu'ils y voient une garantie contre des importateurs occasionnels qui peuvent faire concurrence aux commerçants anciennement établis. Mais ne serait-il pas contraire à la liberté commerciale de créer ainsi une sorte de privilège corporatif ? Au Congrès du commerce des produits contingentés ; M. Maître, rapporteur pour le contingent des conserves de poisson, signalait que ce serait « instituer une véritable charge d'Etat pour les anciens négociants et interdire tout espoir à des nouveaux venus » (1).

(1) « Contingentement » Le Temps du 27 Juillet 1932.

CHAPITRE III

La clause transitoire

Lorsque le contingent est annoncé épuisé, il arrive fréquemment que des marchandises en cours de route et qui avaient été expédiées avant l'avis d'épuisement, devraient être refoulées à la frontière, en l'absence de dispositions spéciales (1). Il semble donc juste de laisser entrer en France les marchandises qui ont été expédiées avant la publication à l'Officiel de l'avis aux importateurs annonçant l'épuisement.

Les clauses transitoires existent dans la réglementation douanière française. Des clauses de ce genre figurent particulièrement dans la loi de cadenas du 13 décembre 1897 : « Toutefois, les marchandises conservent le bénéfice de l'ancien tarif, lorsqu'il est justifié qu'à une date antérieure au dépôt du projet de loi elles ont été embarquées directement pour un port français ou mises en route directement d'Europe à destination de la France » (2).

Puisque dans le cas d'un simple relèvement de droits l'on prend en considération les marchandises en cours

(1) Naturellement, les importateurs peuvent placer leurs marchandises sous tout autre régime que celui de la mise à la consommation. D'ailleurs, cela n'est pas toujours possible (le bétail par exemple).

(2) Codification. Art. 11, alinéa 2.

de route, il semblerait logique, que, lorsqu'il s'agit de prohibition, une mesure analogue eut lieu. Le cas n'est cependant pas le même. Dans le cas d'un relèvement de droits, particulièrement par la procédure du cadenas, cette mesure est tout à fait inattendue et comme le fait remarquer M. Allix : « Lorsque des marchandises ont été expédiées en France en considération des droits existants dont le commerçant a tenu compte pour combiner son opération, il serait en effet rigoureux de les assujettir à de nouveaux droits entrés en vigueur pendant qu'elles étaient en cours de trajet et que les importateurs n'avaient pu prévoir » (1).

Dans l'hypothèse des mesures de contingentement, les importateurs savent fort bien que d'un moment à l'autre la barrière peut se fermer.

Du reste, lorsque l'importation est subordonnée à la production d'une licence, la clause transitoire est sans objet puisqu'il n'est délivré de licences que pour les quantités à importer. Dans le cas de certificat de contingentement, il devrait en principe en être de même. Parmi les obligations souscrites par les Etats étrangers, figure en effet celle de veiller à ce que le contingent ne soit pas dépassé. Il faut croire cependant que les Etats étrangers administrent bien mal les contingents qui leur sont confiés puisque, même dans le cas où les marchandises sont assujetties à l'obligation d'être accompagnées d'un certificat, l'on emploie le même système que dans le cas d'importation libre. Ainsi, lorsque le contingent est atteint, l'on s'empresse de publier un avis aux importateurs et de prévenir les bureaux de douane afin qu'aucune marchandise ne puisse être introduite. En outre,

(1) Allix. Les Droits de douane. Page 301.

lorsque l'on fait bénéficier les marchandises en cours de route d'une clause transitoire, les marchandises qui ne peuvent rentrer qu'avec un certificat en bénéficient également.

Réglementation actuelle de la clause transitoire

La clause transitoire existe actuellement pour la presque généralité des cas. Cependant elle ne se présume pas et il faut une clause formelle insérée dans l'avis aux importateurs par les soins du département qui administre le contingent.

Les marchandises importées au delà du contingent sont reportées sur les trimestres postérieurs. Il est arrivé ainsi que certains pays se voient allouer pour le trimestre des contingents... négatifs, lorsque le dépassement par suite de la clause transitoire a dépassé la quantité accordée pour le trimestre suivant. Les poissons conservés originaires du Japon ne peuvent pas entrer avant le 1^{er} mars 1933, à l'exception de ceux expédiés avant le 8 mars 1932. En admettant qu'une expédition du 8 mars arrive en France le 1^{er} juin, ce qui est un maximum, le marché français, après avoir été inondé de saumons en boîtes du Japon, s'en verra absolument privé pendant 9 mois. Il n'est pas étonnant que l'on se soit préoccupé d'échelonner régulièrement les importations.

Donc, en général, il existe une clause transitoire, mais il faut une disposition formelle de l'avis aux importateurs.

Le plus souvent, l'avis aux importateurs ne se borne pas à accorder le bénéfice de la clause transitoire aux

marchandises en cours de route, il l'étend aussi aux marchandises en entrepôt. Alors que dans le cas de décret de cadenas, les marchandises mises en entrepôt ne bénéficient en aucun cas des anciens droits, la solution contraire semble prévaloir en matière de contingentement, ce qui peut être la source de bien des abus. Ces abus sont, en partie, limités par le fait que : lorsque le trimestre pour lequel un contingent avait été fixé est expiré, les marchandises en entrepôt qui bénéficiaient de la clause transitoire, perdent ce bénéfice. C'est-à-dire que si le contingent pour le trimestre suivant est positif, ces marchandises pourront être versées à la consommation au même titre que celles qui arrivent directement de l'étranger ; mais si le contingent est nul ou négatif, leur dédouanement sera interdit (1).

**Justifications à produire
pour bénéficier de la clause transitoire**

Les différentes administrations qui peuvent, accorder ou ne pas accorder la clause transitoire, en faire profiter les marchandises en entrepôt ou les exclure, peuvent, sans aucun doute, avec une entière liberté, décider quelles justifications devront être produites pour y avoir droit.

L'administration exige d'ailleurs les justifications qui sont habituelles en matière de dispositions transitoires, Les avis aux importateurs s'expriment en effet ainsi généralement : « seront toutefois admissibles à l'importation, les marchandises de l'espèce pour lesquelles on

(1) Voir en ce sens : Note de la Direction Générale des Douanes à MM. les directeurs, n° 1.133 du 5.3.32.

justifiera qu'elles ont été expédiées directement pour la France avant la date de publication du présent avis au *Journal Officiel*, ainsi que celles qui ont été constituées en entrepôt avant cette même date.

Les justifications devront résulter :

a) pour les arrivages par mer, des connaissements créés au dernier port d'embarquement à destination de la France ;

b) pour les importations par les autres voies, des derniers titres de transport (lettres de voitures et autres) créés à destination de la France.

Ces justifications ne seront admises qu'après que le service des douanes en aura reconnu la validité ».

Remarquons donc, qu'en ce qui concerne les arrivages par mer expédiés d'abord de l'intérieur d'un pays, l'administration s'en tient à sa théorie traditionnelle de la date d'embarquement (1). Théorie consacrée d'ailleurs par l'article 6 de la loi du 1^{er} décembre 1929.

En ce qui concerne les connaissements à ordre ou à option, ce sont les règles habituelles qui s'appliquent (2).

(1) Parfois l'administration a adouci sa doctrine ; il en fut ainsi pour les bois de Pologne qui passaient par Dantzig. Depuis que les bois sont soumis à l'obligation d'une licence, cette particularité a perdu tout intérêt pratique.

(2) Voir le n° 28 bis des Observations préliminaires du Tarif des Douanes.

CHAPITRE IV

Les principales dérogations

Il a été nécessaire d'atténuer par certaines dérogations le régime rigoureux du contingentement.

Produits originaires de nos colonies

Il a d'abord fallu laisser en dehors des mesures de prohibition les produits de nos colonies. Il convenait de tenir compte des intérêts particuliers de nos possessions d'outre-mer et de ne pas les priver par le contingentement de leur principal débouché, alors que les autres nations se fermaient de plus en plus à leurs produits.

Cet avantage, la France l'a consenti d'autant plus aisément, qu'il ne s'applique, en fait qu'à des produits qui ne concurrencent pas les produits de métropole. Quant aux articles qui opposaient producteurs français et producteurs coloniaux, (blés tunisiens, vins algériens, par exemple), la question avait été réglée depuis longtemps sur une base transactionnelle, le contingentement étant le procédé employé en pareil cas (1).

Donc la réglementation des contingents ne concerne pas les marchandises originaires de l'Algérie, de Tunisie, du Maroc français, des colonies françaises, des pays de protectorat et des territoires sous mandat.

(1) Il s'agit alors de contingent admis en franchise.

Les prestations en nature

Par la force des choses, il a fallu soustraire aux mesures de contingentement les marchandises importées au titre des prestations en nature.

Pour les bois cependant, on a décidé de comprendre dans le contingent les marchandises de l'espèce, importées sous ce régime (1).

Marchandises nécessaires à l'économie nationale

L'on a pensé qu'il convenait de laisser une certaine souplesse au régime du contingentement et d'autoriser l'importation hors contingent des marchandises nécessaires à l'économie nationale. L'administration des douanes peut donc, pour certaines marchandises, accorder une semblable autorisation. Celle-ci est subor-

(1) Voici la liste des marchandises susceptibles de bénéficier de l'admission hors contingent, lorsque importées comme prestations en nature :

N ^{os} du tarif	Nature de la marchandise
209 <i>bis</i>	Feuillards laminés à froid.
347 <i>bis</i> A et B	Pièces électrotechniques en faïence, porcelaine, grès, poterie, etc.
361	Lampes à incandescence.
361 <i>bis</i>	Lampes et valves de T. S. F.
521, 521 <i>bis</i> et <i>ter</i>	Matériel d'imprimerie.
524 A et B et 524 <i>bis</i> B	Machines dynamos et transformateurs, redresseurs de courant, appareils pour la coupure, le réglage, etc. du courant.
524 <i>bis</i> G	Appareils de T. S. F.
524 <i>bis</i> K et M	Matériel de chauffage électrique, aspirateurs.
525 A, B, F, H, et I	Machines outils.
535, 535 <i>bis</i> A et B	Pièces détachées de machines.
537	Outils autres que faux et faucilles et fourches et crocs.
567	Tubes isolateurs pour l'électricité.
567 <i>ter</i>	Accumulateurs électriques.
630 <i>sexies</i>	Instruments scientifiques.
634, 634 <i>bis</i> , 634 <i>ter</i> A, B, C, 634 <i>quater</i> A. et B, 635, 635 <i>bis</i>	Instruments scientifiques.

donnée à la production d'un certificat délivré par les syndicats de producteurs intéressés (1).

**Déroptions résultant de la nature particulière
de l'opération d'importation**

Certaines importations de nature particulière ont été exclues des mesures de contingentement.

Ce sont :

1°. Les produits destinés à l'usage des ambassadeurs et autres membres du corps diplomatique et à leur famille.

2°. Les petites quantités de marchandises importées par les voyageurs.

3°. Les envois par colis postaux n'ayant aucun caractère commercial.

(1) Voici la liste des marchandises qui peuvent être importées dans ces conditions :

Nos du tarif	Nature de la marchandise
209 <i>bis</i>	Feuillards laminés à froid.
519	Machines et métiers à tricot.
521, 521 <i>bis</i> et <i>ter</i>	Matériel d'imprimerie.
524 A et B	Machines dynamos électriques, etc.
524 <i>bis</i> I, K et M	Matériel électrique.
525 A, B, F, H, I	Machines outils.
535	Pièces détachées de cuivre.
535 <i>bis</i> A et B	Pièces détachées de machines.
537	Outils autres que faux, faucilles, fourches et crocs.
567	Tubes isolateurs pour l'électricité.
634, 634 <i>ter</i> B et 6, 634 <i>quater</i> A et B, 635 et 635 <i>bis</i>	Instruments scientifiques.

Les syndicats habilités à délivrer les certificats indispensables pour obtenir l'admission hors contingent sont : la Fédération de la Mécanique Française, le Syndicat Général de la Construction Electrique ou le Syndicat Général Français des Industries Techniques de la Précision, selon le cas.

4°. Les produits français en retour restés invendus à l'étranger ainsi que les marchandises réintroduites en France sous le couvert de passavants d'exportation.

5°. Les marchandises vendues par l'administration.

6°. Les meubles et les animaux appartenant à des personnes venant s'établir en France.

**Déroptions résultant de l'origine, de la destination
ou de la nature particulière de la marchandise**

Les dérogations de ce genre sont nombreuses ; il n'est pas possible d'en donner la liste complète, celle-ci se modifiant continuellement selon le bon vouloir de l'administration. Voici les plus importantes :

1°. Les bois importés en vertu d'accords frontaliers (Propriétés limitrophes, bois suisses admissibles au demi-droit).

2°. Les bois du Val d'Aran importés par le bureau de Fos (Haute-Garonne).

3°. Les bois, les fers, les aciers et les tôles destinées aux constructions navales.

4°. Les animaux reproducteurs de race pure.

5°. Certains appareils automatiques qui suivent le régime des jeux et jouets et certains jouets (1).

6°. Le matériel électrique qui accompagne les machines dont l'importation n'est pas contingentée. (avec un certificat délivré par le Syndicat Général de la Construction Electrique).

(1) Voir l'énumération dans l'article 4 de l'arrêté du 27 avril 1932.

7°. Certains articles d'emballage lorsqu'ils sont importés pleins (Boîtes en carton, bocaux en verre). Il en est de même pour les busettes pour filature ou tissage lorsqu'elles sont garanties de fils.

8°. Les meubles antérieurs à 1830.

9°. Certains échantillons de poissons conservés.

10°. Les papiers recouverts de métal laminé (accompagnés d'un certificat délivré par le Syndicat des Fabricants de Papier et Carton de France).

11°. Les articles qui suivent le régime des presse-viande et hache-viande mais qui n'en sont pas (Presses à confitures, machines à éplucher les pommes de terre, etc.).

TITRE DEUXIEME

LE CONTINGEMENT
DU POINT DE VUE JURIDIQUE

Le contingentement a soulevé des questions embarrassantes au point de vue juridique.

Dans le domaine du droit interne, l'on a beau objecter qu'une nécessité vitale obligeait le gouvernement à agir en dehors de la légalité, il n'en subsiste pas moins que, même en admettant cette nécessité (très contestable d'ailleurs), il est déplorable que l'on n'ait pas cru donner au principe du contingentement une base légale solide, en donnant aux assemblées légiférantes l'occasion de se prononcer.

Les règles juridiques sont faites pour être respectées par tous ; le dogme de la supériorité de la Loi ne doit être mis en brèche par personne.

Du point de vue international, le contingentement a suscité de grandes difficultés à cause de son opposition à la cause de la nation la plus favorisée. Le plus souvent, la question a été réglée de façon satisfaisante, et l'on est arrivé à conclure des accords avec les Etats étrangers. Ces accords ont, d'ailleurs, totalement modifié l'esprit de notre politique douanière.

Nous allons diviser le présent titre en trois chapitres.

Nous étudierons d'abord le problème juridique que pose le contingentement d'abord au point de vue interne puis sur le plan de nos accords internationaux. Puis dans le troisième chapitre, nous examinerons la question de savoir, si, la politique actuelle était la seule possible ou si par contre, le gouvernement pouvait procéder à l'élévation du tarif en respectant, et nos lois internes, et nos traités internationaux.

CHAPITRE I

Le contingentement est-il compatible avec notre législation interne ?

Les divers contingents, sauf celui des lins (1), ont toujours été établis par décret. Il convient d'examiner si de pareilles mesures rentrent parmi celles susceptibles d'être prises par le gouvernement.

Pouvoirs du gouvernement en matière douanière tendant à restreindre les importations

Les pouvoirs du gouvernement, quand il s'agit de restreindre les importations, se divisent en deux catégories distinctes : les pouvoirs conférés par les lois de cadenas et les pouvoirs de l'article 3 de la loi du 29 mars 1910.

Les décrets de cadenas ne peuvent intervenir que pour un nombre limité de marchandises. Cependant, les premiers décrets de contingentement ont visé des produits agricoles dont les droits pouvaient, pour la plupart, fort bien être relevés par la procédure du cadenas. Celle-ci peut être appliquée à la plupart des produits agricoles :

(1) Loi du 11 Juillet 1931.

les céréales et leurs dérivés, les vins, les bestiaux et les viandes et depuis la loi du 1^{er} décembre 1929 les houblons, les pommes de terre et les produits laitiers.

L'article 3 de la loi du 29 mars 1910, précise les mesures de représailles qui sont à la disposition du gouvernement. La loi lui laisse une latitude assez large puisque le dernier alinéa de l'art. 3 (1) précise que le gouvernement pourra : « dans le cas où les mesures arrêtées par le pays étranger seraient de nature à entraver le commerce français, prendre d'urgence toutes dispositions appropriées aux circonstances ». Le législateur précise donc, que le gouvernement ne peut agir que lorsqu'un pays étranger a pris des mesures contraires aux intérêts du commerce français.

Le contingentement n'a aucune base légale

Il convient de remarquer que, soit que l'on fasse application des lois de cadenas, soit que l'on fasse usage de l'article 3 de la loi de 1910, dans l'un comme dans l'autre cas, les décrets doivent être soumis à la ratification du Parlement.

La seule chose qui, dans la conjoncture présente était possible pour le gouvernement était de relever les droits de douane par décrets de cadenas et de soumettre ces décrets à la ratification des Chambres. Or le gouvernement a préféré employer le contingentement en se basant sur l'article 3 de la loi de 1910, devenu l'article 17 des lois de douane codifiées.

Tous les décrets introduisant le contingentement com-

(1) L'article 3 de la loi de 1910 est devenu l'article 17 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des lois douanières.

mençant ainsi : « Le Président de la République Française, vu l'art. 17 du décret du 28 décembre 1926... » Pourtant, il n'y avait aucun motif pour appliquer ce fameux article 17. Ainsi que le dit M. Jean Proix : « L'alinéa 5 de l'article 17 des lois de douane codifiées, permet assurément le contingentement des importations. Mais l'exercice de cette faculté est subordonné à la condition qu'il y ait à répondre à des mesures prises par des pays déterminés, pour entraver le commerce français ; de même que les surtaxes et les formalités spéciales prévues aux quatre premiers alinéas ne sont applicables qu'aux pays qui les premiers auraient usé de ces mêmes procédés » (1). Il s'agit donc d'une clause de représailles et non d'une clause de sauvegarde.

En outre les décrets pris en vertu de l'art. 17 doivent être convertis en projets de loi et soumis à la ratification des Chambres. Or, je ne pense pas qu'un seul des décrets de contingentement a été déposé jusqu'à présent sur le bureau de la Chambre ou du Sénat.

L'on a prétendu, pour donner un caractère de légalité aux décrets du gouvernement, que l'art. 12 de l'additif douanier du 2 mars 1928 réserve à la France le droit de prendre à l'exportation toutes mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales et pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux, d'ordre économique et financier, du pays.

Cet art. 12 n'a aucune valeur dans le cas présent. Tout d'abord, il est la reproduction du protocole de signature de l'accord commercial franco-allemand du 27 août

(1) Jean Proix. La politique douanière des contingents. L'Europe Nouvelle du 20 février 1932.

1927 ; il ne concerne donc que les droits de la France vis-à-vis de l'Allemagne. L'on a voulu dans ce protocole, élargir la portée d'un article du traité du 27 août 1927, qui porte aussi le n° 12 et qui interdisait les prohibitions ou restrictions d'importation, sauf cinq cas bien déterminés.

De plus, cet art. 12 de l'additif ne dit pas que ces mesures, nécessaires pour faire face..... etc. pouvaient être prises par le gouvernement. Il ne fait que donner à la France une prérogative vis-à-vis d'une autre puissance, sans cependant pour cela modifier au profit du gouvernement les attributions du Législateur.

Même les partisans résolus du contingentement admettent, d'ailleurs son illégalité. M. Fighiéra, Directeur des affaires commerciales et industrielles au Ministère du Commerce parla en ces termes au banquet de la Fédération Métallurgique Française : « Eh bien, Messieurs c'est à ce remède que nous avons eu recours. Je peux vous dire entre nous que nous avons peut-être un peu tiré sur la loi ; nous lui avons donné peut-être une interprétation plus large que celle qui aurait été véritablement orthodoxe, mais nous sommes arrivés à contingerer déjà nombre de produits et l'industrie peut dire que nous l'avons déjà puissamment aidée ».

Après cela tout commentaire nous paraît superflu.

(1) Allocution reproduite dans l'organe officiel de la Fédération des Chambres Syndicales des Fabricants de Chaux et Ciments de France. Page XXXVI.

CHAPITRE II

Le contingentement et nos traités de commerce

Avant la mise en pratique du contingentement, la France était liée par différentes conventions qui avaient peu de caractères communs. Notre système conventionnel était excessivement embrouillé et ce n'est pas le contingentement qui a eu pour résultat de simplifier en unifiant nos accords internationaux.

Nos traités de commerce peuvent se rattacher à trois types différents : le type de 1892, le type de 1919 et le type de 1927. Nous ne croyons pas inutile de rappeler brièvement les particularités de chacun d'entre d'eux.

Le type de 1892

Le système de 1892 est appelé système du double tarif. La loi de 1892, en effet, avait établi deux sortes de droits : les droits du tarif général, qui étaient ceux qui s'appliquaient en l'absence d'accord particulier, et ceux du tarif minimum qui pouvaient être concédés en totalité ou en partie dans nos conventions commerciales. Il n'y avait pas de tarif intermédiaire.

Sous les auspices de la loi de 1892, nous avons conclu de nombreuses conventions. La plupart des puissances

étrangères obtinrent le tarif minimum pour la généralité de leurs produits. A l'heure présente, il n'existe que bien peu de conventions de ce type encore en vigueur. Celles-ci ont été remplacées ou transformées sous l'influence de systèmes postérieurs. Parmi les pays qui ont conclu à cette époque avec la France des conventions encore en vigueur nous ne pourrions que citer : la Norvège (convention du 13 janvier 1892), les Pays-Bas (échange de notes des 27 et 28 janvier 1892), la Suède (même convention que la Norvège) (1), la Grande-Bretagne (convention de commerce et de navigation du 28 février 1882 et décret du 30 janvier 1892) enfin on peut citer le Danemark auquel de vieilles conventions (traité du 23 août 1742 et convention du 9 février 1842) accordaient déjà la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Ce qui caractérise ces conventions, c'est l'octroi mutuel de la clause de la nation la plus favorisée et cela sans condition. Cette clause était tellement compréhensive que les conventions qui la renfermaient n'ont pas eu besoin d'être modifiées.

Le type de 1919

A la fin de la guerre, une hostilité très vive se manifesta contre la politique suivie depuis 1892 et plus particulièrement contre la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. On lui a reproché ainsi que le dit M. Allix, de « standardiser » les conditions douanières. Par l'usage de la clause, on en vient, à appliquer le même tarif à tous les Etats auxquels on la concède. On traitera de la même façon un pays libre échangiste comme la Hollande et un pays fortement protecteur

(1) La Suède et la Norvège formaient une union réelle jusqu'en 1905.

comme les Etats-Unis qui ne consentent aucune faveur à qui que ce soit sur un tarif qui a toujours été extrêmement élevé.

En 1919, on a voulu substituer au principe de « l'égalité de droit » celui de « la réciprocité de fait ». Seuls devaient bénéficier de notre tarif minimum et de la clause de la nation la plus favorisée, les puissances qui accordaient un traitement particulièrement favorable à la France. C'est que nos relations commerciales avec les pays scandinaves et l'Angleterre sont toujours régies par le système de 1892. Mais avec les autres pays plus protectionnistes, nous ne devons leur accorder des avantages qu'autant que ceux-ci nous en accorderaient.

Pour pouvoir orienter dans cette voie notre politique douanière, la loi du 29 juillet 1919 autorisait le gouvernement à concéder aux pays étrangers un tarif intermédiaire entre le tarif général et le tarif minimum.

Cependant, il a été impossible à la France de ne pas accorder dans une certaine mesure la clause de la nation la plus favorisée, car elle en avait le plus grand besoin pour elle-même. Néanmoins, nos négociateurs se sont appliqués à ne l'accorder que d'une façon limitée (à certains pays ou à certains articles). De plus elle n'a été accordée qu'en fait et non en droit.

Nous avons conclu une vingtaine de conventions du type de 1919. Il n'en reste que très peu en vigueur. La convention du 15 décembre 1922 avec le Canada, une de celles où le caractère de réciprocité était le plus marqué, a été dénoncée par cette puissance le 15 décembre 1931. Parmi les conventions encore en application nous pourrions citer : celle du 13 juillet 1921 avec la Finlande,

celle du 22 octobre 1925 avec la Bulgarie, enfin la convention du 30 octobre 1924 avec la Lettonie.

Le Système de 1927

Le contingentement et la clause de la nation la plus favorisée

Du système de 1919 il ne reste que peu de chose. Depuis le traité franco-allemand, nous sommes revenus à la politique de l'égalité de droit qui caractérisait le système de 1892.

Nous ne nous étendrons pas sur les raisons de ce revirement. En 1927, il était de toute urgence de conclure un accord avec l'Allemagne. Nos négociateurs n'avaient comme instrument de négociations que le vieux tarif de 1910 réadapté tant bien que mal. Le traité franco-allemand a été l'occasion de la constitution d'un nouveau tarif dont les droits ont été incorporés au traité. Cette consolidation rappelle nos traités de commerce de la période comprise entre 1860 et 1892. Cependant, le système de 1927 se rapproche surtout du système de 1892. Comme de 1892 : « Non seulement nos conventions comportent à durée ; et, c'est à notre avis le point le plus caractéristique de la réforme de 1892 que la durée des conventions qui cessent d'être en vigueur peu de temps après leur dénonciation.

Du reste voilà ce que dit M. Allix en parlant du régime de 1892 : « Non seulement nos conventions comportent à peu près toutes la clause de la nation la plus favorisée, ce qui exclut l'octroi de faveurs spécialement accordées, à titre de réciprocité à un pays déterminé ; certaines renferment des consolidations de droits de telle façon que, les droits étant « conventionalisés », le Parlement

ne pourra modifier, en ce qui les concerne, le tarif minimum qu'après dénonciation de la convention et au risque d'une rupture avec le pays contractant » (1).

Ces quelques lignes qui définissent parfaitement la politique de la France après 1892, s'appliquent également parfaitement à la politique suivie par elle depuis 1927. Dans le système de 1927 les droits consolidés sont plus nombreux : c'est toute la différence.

Actuellement, presque toutes nos conventions sont du système de 1927 et comportent l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée dans la mesure la plus large. La convention franco-suisse du 8 juillet 1929 renferme l'exemple type de la clause inconditionnelle et réciproque. Elle spécifie que : « tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux parties contractantes, dans la matière sus-dite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés à d'autres territoires d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre partie contractante ou destinés au territoire de cette partie ».

Retour à la clause de la nation la plus favorisée

Le contingentement des importations est en opposition complète avec la clause de la nation la plus favorisée ainsi définie.

Nous avons vu que les contingents étaient déterminés, soit d'une façon unilatérale par le gouvernement fran-

(1) *Op. cit.*, pages 73 et 74.

çais, (produits agricoles, bois et poissons), soit à la suite d'une entente avec les syndicats des principaux pays producteurs.

Dans le premier cas, le gouvernement français a fixé le contingent global en se basant sur la moyenne des importations de certaines années antérieures considérées comme normales. Puis le contingent global fixé, celui-ci a été réparti entre les pays exportateurs proportionnellement à leurs exportations pendant la période de base.

Il a donc fallu faire une discrimination et faire intervenir des notions de fait. Or cette discrimination est tout à fait en opposition avec la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée, telle qu'elle est définie dans les traités du système de 1927.

La clause de la nation la plus favorisée repose sur le principe de l'égalité de droit. Lorsque, par exemple, pendant la période comprise entre le 1^{er} octobre 1931 et le 30 septembre 1932, la France accorde à la Grande-Bretagne un contingent de poissons autres de 87.200 quintaux et que pendant la même période, elle n'accorde aux Pays-Bas qu'une quantité de 38.000 quintaux, il n'est pas douteux que la clause de la nation la plus favorisée, ainsi qu'elle est définie ci-dessus, est violée. Nous admettrions, toutefois, qu'une pareille discrimination ne serait pas en opposition avec la clause de la nation la plus favorisée « en fait » que nous avons concédé dans nos conventions entre 1919 et 1927 ; mais nous venons de voir qu'il ne subsiste que peu de chose du système de 1919.

Aussi, la politique des contingents a profondément

modifié l'esprit du système de 1927. Elle a substitué au principe de l'égalité de droit, le système de la réciprocité de fait.

Le nouvel aspect de notre politique commerciale est encore plus net lorsque les contingents sont fixés par ententes entre producteurs. Ces ententes sont le résultat de négociations plus ou moins longues et pénibles, où les parties en présence comparent les concessions qui leur sont demandées aux avantages qu'elles obtiennent.

Les négociations qui ont été engagées ont presque toujours abouti ; il est certain en effet que les exportateurs étrangers bénéficient d'un avantage considérable. Si en effet leurs exportations sont limitées en France, ils ont par contre, l'avantage de vendre leurs produits à un taux excessivement rémunérateur, car, les accords, ayant pour but la restriction des importations en France, concèdent la répartition des contingents aux pays exportateurs. Les membres des syndicats étrangers détenteurs de licences, peuvent donc écouler en France leurs produits au prix du marché français qui est resté élevé grâce au contingentement. Comme cette élévation n'est pas compensée par une élévation du droit de douane, les détenteurs de certificats de contingentement réalisent un super-bénéfice ; les vendeurs étrangers vendent donc moins, certes, mais ils vendent beaucoup plus cher.

Ainsi, quoique théoriquement nous soyons toujours sous le régime de 1927, le contingentement a apporté un grand changement dans l'esprit de notre système douanier et il est probable qu'il aura inauguré le retour au principe de réciprocité.

Cela a été bien remarqué de certains auteurs étrangers.

M. Robert Siegert écrit : « Handelspolitisch betrachtet ist die Einfuhrregelung durch Kontingente eine Erscheinungsform der Reziprozität... » (1) (2).

Les auteurs allemands examinent en général le contingentement avec assez d'objectivité car l'Allemagne est particulièrement favorisée dans l'application de ce nouveau principe de réciprocité.

Il n'en est pas de même des américains qui protestent énergiquement contre la discrimination dont la France est obligée de faire preuve dans la répartition des contingents.

La quantité que nous permettons aux pays étrangers d'importer doit être en proportion des avantages qu'ils nous consentent. Or, nous sommes toujours liés avec l'Allemagne par le traité du 17 août 1927 ce qui oblige nos producteurs à conclure avec les Allemands des accords sur une base transactionnelle.

Il n'en est pas du tout de même en ce qui concerne les Etats-Unis, avec lesquels nous n'avons pas conclu de traité de commerce puisque la constitution fédérale le leur interdit. D'autre part, ces derniers ne se sont pas toujours montrés très accueillants dans le passé à l'égard des produits français. Il est donc naturel qu'ils soient traités moins favorablement que l'Allemagne.

(1) Au point de vue de la politique commerciale, la réglementation des importations par le contingentement est une forme caractéristique de la réciprocité.....

(2) R. Siegert. Handelspolitische Kontingente. Wirtschaftsdienst du 8 Avril 1932. Page 467.

Voici, d'ailleurs, comment s'exprime l'organe officiel de la Chambre de Commerce américaine en France (1) :

« It should be made clear that the main question just now is not related to the merits or demerits of the quota system, or of Protectionism, but concerns the subject of *Discrimination*. The American importers and their French confrères object to *Discrimination* in the application of the quotas, and they want to be consulted in the preparation of said quotas. The quotas are bad enough without being applied with *Discrimination* » (2).

Nous avons là un exemple très net de la thèse générale américaine, basée sur le principe de l'égalité de droit et qui admettrait que la France fermât complètement ses barrières, pourvu qu'elles le fussent pour tout le monde.

Un accord franco-américain semble imminent. La doctrine de l'égalité de droit, qui est traditionnellement celle des Etats-Unis et la doctrine de la réciprocité de fait, à laquelle la France semble être revenue, vont s'opposer. Quelle sera celle qui va s'affirmer définitivement ? nous ne le savons ; il est certain que le prochain traité devrait marquer une date dans l'histoire de la politique douanière française.

Jusqu'à présent donc, cette orientation nouvelle de la politique commerciale de la France s'est surtout mani-

(1) « French import quotas on american products ». Foreign Trade de mai 1932. Page 11.

(2) L'on devrait rendre évident que le point important à l'heure présente ne concerne pas les avantages ou les inconvénients du contingentement, ou du protectionisme, mais concerne la question de la *discrimination*. Les importateurs américains et leurs confrères français condamnent la *discrimination* dans l'application du contingentement et désirent être consultés pendant la fixation des contingents. Le contingentement est assez nuisible sans avoir besoin de l'appliquer avec *discrimination*.

festée d'une façon non officielle, puisque ce sont des accords entre producteurs, accords tendant à l'aménagement des différents contingents qui l'ont instituée. Quelquefois cependant, la mise en application du contingentement a donné lieu à quelques manifestations officielles entre Etats. Dans cet ordre d'idées nous allons examiner le Comité Economique Franco-Allemand dans ses rapports avec le contingentement, puis nous dirons quelques mots du *modus vivendi* franco-italien du 4 mars 1932 et de la convention franco-suisse du 4 juin dernier.

Le contingentement et le Comité Economique Franco-Allemand

Le traité de 1927, peu modifié par quelques avenants ultérieurs, régit toujours nos échanges avec l'Allemagne. Il est certain pourtant que ce traité nous est défavorable. Sous les auspices du Comité Economique Franco-Allemand, créé à la suite de la visite de nos ministres à Berlin en septembre 1931, des ententes entre industriels des deux pays ont abouti à l'aménagement des échanges dans une mesure plus conforme à nos intérêts. Le contingentement de nombreux produits a été ainsi établi au moyen d'une cinquantaine d'accords que le gouvernement français a entériné dans des décrets.

Toutefois, et malgré le bénéfice que les exportateurs allemands détenteurs de certificats retirent de la limitation des importations, il est certain que ces accords n'ont pu se réaliser que sous la menace de la France de dénoncer le traité de 1927.

Cette réadaptation du traité franco-allemand, qui se justifie d'autant plus que la France n'a plus aucun in-

térêt en favorisant les exportations d'une Allemagne déchargée du fardeau des réparations, ne devrait pas s'effectuer cependant par un moyen aussi précaire que le contingentement. Il est regrettable que l'on ait par des accords de détail rendu pratiquement caduc le traité de 1927 auquel nous semble-t-il il vaudrait mieux substituer un autre accord plus approprié aux circonstances. Le « Worwaerts » du 28 février dernier écrit justement : « Du côté français, on ferait bien de cesser de grignoter systématiquement le traité de commerce franco-allemand. Sinon des accords importants pour les deux pays perdent tout leur sens ».

Nos mesures de défense sont certainement justifiées. L'Allemagne, depuis qu'elle a contingenté les devises a diminué certainement nos exportations outre-Rhin de 30 à 40 % au bas mot. Mais pourquoi ne pas marquer notre politique par des accords nouveaux au lieu de « grignoter » des conventions qui ne concordent plus avec la conjoncture présente. De plus un nouvel accord sera peut-être l'occasion de concessions **réci-**proques entre les deux pays, concessions qui stimuleront le commerce, alors que les accords privés entre producteurs ne tendent qu'à restreindre les échanges.

Le « *modus vivendi* » franco-italien du 4 Mars 1932

L'article 2 du protocole de signature de l'accord du 4 mars est un exemple caractéristique de l'orientation de notre politique vers un régime de réciprocité.

Tout d'abord, l'article 6 du *modus vivendi* accorde à chaque puissance la liberté d'établir « le régime du contingentement des importations, étant entendu que le ré-

gime ne peut être envisagé qu'à titre exceptionnel et devra cesser quand auront disparu les circonstances anormales qui l'ont fait naître ». Le paragraphe 2 du protocole de signature ajoute à l'article 6 : « Au cas où l'un des deux pays soumettrait au contingentement un ou plusieurs des produits qui intéressent le commerce d'exportation de l'autre pays, celui-ci pourra s'il estime que l'équilibre des échanges réciproques est rompu à son désavantage, soit adopter des mesures analogues de contingentement... »

Estimant que l'équilibre était rompu au détriment de l'Italie, un décret inter-ministériel du 15 juillet 1932 a contingenté à l'importation en Italie toute une série de produits provenant de France et d'Algérie (1).

Arrangement franco-suisse du 24 juin 1932.

Cet arrangement a ceci de particulier c'est qu'il est exclusivement relatif à l'application du contingentement. Il était devenu nécessaire car la Suisse trouvant avec juste raison que nos mesures de contingentement étaient tout à fait incompatibles avec les traités qui nous liaient à elle, (convention du 8 juillet 1929 et accord du 12 novembre 1931), avait à son tour contingenté nos produits et par là porté une rude atteinte à notre commerce d'exportation, d'autant plus que notre balance commer-

(1) Ont été contingentés : la laine et les déchets de laine ; les machines pour filature ; les plaques de verre et de cristal ; la colle forte ; les peaux tannées avec ou sans poils sauf celles des agneaux ainsi que la basane pour les housses de cuir ; les objets de maroquinerie ; le papier et le carton ; les plantes vertes ; les dentelles de lin et de tulle ; le coton brodé ; les tapis de laine ; les objets de verre et de cristal ; les meubles en bois et leurs ornements sculptés ; les objets en papier et en carton ; les pianos ; les chapeaux de femme ; les éventails, les fleurs artificielles, les jouets les poupées ; les films cinématographiques imprimés.

De plus on a sensiblement réduit les contingentements du savon parfumé et de la parfumerie.

ciale avec la Suisse se solde par un excédent de plusieurs centaines de millions.

L'accord du 24 juin est le type parfait de l'accord de réciprocité.

Le préambule, tout en reconnaissant la nécessité des mesures que les deux pays ont dû prendre, constate l'accord des deux gouvernements afin que celles-ci affectent le moins possible les relations commerciales entre les deux pays.

Dans ce but la Suisse s'engage (art. 1) à ne pas fixer de contingents d'un chiffre inférieur à celui des exportations françaises pendant l'année 1931 ; engagement restreint aux produits repris à la liste B (1) annexée à la convention de 1929.

La France de son côté, prend le même engagement (art. 2), limité toutefois aux produits industriels d'origine suisse dont l'importation en France n'est pas d'une façon générale supérieure à 10 % des importations totales de ces produits.

Enfin, l'article 5 et dernier fixe la durée de l'arrangement qui prendra fin le 31 décembre 1932. Le 2^e alinéa laisse espérer pour la même date l'abandon de la politique des contingents lorsqu'il s'exprime ainsi : « Les hautes parties contractantes engageront avant le 1^{er} novembre 1932 des pourparlers tendant à fixer le régime qui devra être appliqué, dès l'expiration du présent arrangement, aux produits soumis à des restrictions d'importation.

(1) La liste B est la liste des droits consolidés.

CHAPITRE III

Le contingentement était-il juridiquement le seul remède possible ?

Les partisans de la politique des contingents, parmi les nombreux arguments qu'ils ont présenté pour soutenir leur thèse, ont fait état de l'impossibilité où se trouvait la France de relever les droits de douane puisque ceux-ci avaient été consolidés. Le seul remède possible aurait donc été le contingent.

M. Louis Rollin, alors ministre du commerce, s'est exprimé ainsi dans le discours qu'il a prononcé le 22 avril dernier au Palais de la Mutualité : « Aurions-nous d'ailleurs voulu recourir à cette majoration des tarifs que nous ne le pouvions pas, près de trois quarts de nos positions tarifaires, ayant été consolidées dans les différents accords commerciaux conclus de juillet 1927 à août 1928 » (1).

M. Augé-Laribé écrit dans le même sens dans « l'Europe Nouvelle » du 16 avril dernier : « Comment intervenir ? par un relèvement des droits de douane ?... il eût nécessité de longs délais (car les produits inscrits à la loi du cadenas sont peu nombreux ; ...il eut été impossible pour tous les produits dont les droits sont consolidés, c'est-à-dire pour les trois quarts de la liste » (2).

(1) Discours reproduit *in-extenso* dans le « Temps » du 24 Avril 1932.

(2) M. Augé-Laribé. Observations sur le système des contingents d'importation. « L'Europe Nouvelle », du 16 avril 1932 ; Page 501.

Examinons la valeur de ces arguments : longueur des délais et droits consolidés.

Nous allons faire une distinction entre les produits agricoles et les produits industriels. Pour les premiers l'intervention du gouvernement était particulièrement urgente en raison de l'envahissement du marché français. Pour les seconds, l'urgence était moins grande. D'ailleurs, alors que les mesures de restrictions d'importations pour les produits agricoles ont commencé avec le décret du 7 août 1931 et se sont poursuivies avec celui du 30 septembre, le contingentement des produits industriels n'a été inauguré que par les décrets du 7 janvier 1932.

Les produits agricoles

En ce qui concerne les produits agricoles, les arguments : longueur des délais et droits consolidés, ne portent pas. Aucun obstacle juridique n'empêchait le relèvement des droits.

Tout d'abord, les lois de cadenas permettent au gouvernement d'élever les droits immédiatement pour un assez grand nombre de produits agricoles qui sont : les céréales et leurs dérivés ; les vins ; les bestiaux et les viandes fraîches de boucherie ; les sucres et les produits sucrés ; les houblons ; les pommes de terre ; les produits laitiers.

Quant au deuxième argument, il ne faut pas oublier que la loi du 27 juillet 1927, sur laquelle le gouvernement s'est appuyé pour modifier certains postes du tarif, excepte formellement de la mesure les objets d'alimentation.

Il en est résulté que dans le traité franco-allemand de 1927 les droits n'ont pas été consolidés pour certains produits énumérés à la liste D de l'accord et qui sont : céréales et leurs dérivés ; vins ; bestiaux ; viandes ; légumes secs et leurs farines ; denrées coloniales ; huiles minérales et leurs succédanés et sous-produits ; plomb ; étain ; zinc ; nickel ; toiles cirées ; vêtements et autres articles à l'exclusion de ceux repris à la liste B (bonneterie) ; papiers destinés à l'impression des journaux et périodiques ; chaussures ; articles en fer et en acier de tournage et de décolletage, à l'exclusion de ceux repris à la liste B ; ouvrages en plomb ; poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié ; ouvrages en zinc de toute espèce ; ouvrages en nickel pur ou allié ; meubles ; voitures automobiles ».

Nous voyons, à la lecture de cette liste, que pour la plupart des produits agricoles, l'on aurait pu recourir au système de protection rationnelle qui consiste en l'élévation des droits.

Les produits industriels

Pour les produits industriels, et pour les produits agricoles qui se trouvaient soit consolidés (produits laitiers et bois) soit non inscrits dans la loi de cadenas (bois par exemple) le relèvement était provisoirement impossible.

En ce qui concerne les produits agricoles, il y aurait avantage à limiter à ces derniers les mesures restrictives d'importation ; ainsi, le contingentement aurait gardé un caractère exceptionnel et aurait disparu dès que le relèvement des droits eut été possible (vote des chambres et négociations avec les pays étrangers).

Quant aux produits industriels, les mesures de contingentement n'ont été prises qu'après entente avec les pays étrangers. Pendant le temps que dureraient les négociations un vote de relèvement aurait facilement pu intervenir. Reste la question des droits consolidés. Eh bien, au lieu de négocier avec les producteurs étrangers le contingentement de leurs produits d'exportation, l'on aurait aussi bien pu obtenir de ces derniers la déconsolidation de droits portant sur les marchandises pour lesquelles la protection s'imposait particulièrement.

Avec certains pays, d'ailleurs, nous avons obtenu des déconsolidations pour un certain nombre d'articles (1). Pourquoi n'avons-nous pas généralisé ce procédé ?

Avec l'Allemagne nous avons négocié l'établissement de contingents, en nous servant comme moyen de pression de la menace d'une dénonciation du traité du 27 août 1927. N'aurions-nous pas pu obtenir par le même procédé une déconsolidation qui aurait permis de relever les droits de notre tarif ? Nous aurions pu agir de même avec les autres pays auxquels nous avons accordé des tarifs annexes.

Et même, si nous n'avions pas pu obtenir gain de cause, pourquoi ne pas dénoncer les conventions qui entravent notre liberté d'action. Etant donné le court délai de préavis, nous aurions obtenu rapidement la maîtrise de notre tarif.

Du reste, étant donné que la dénonciation des traités

(1) Traités du 1^{er} Janvier 1930, avec la Tchécoslovaquie ; du 1^{er} Juillet 1930, avec l'Estonie ; du 3 Février 1931, avec l'Allemagne ; du 10 Février 1931, avec l'Italie ; du 20 Février 1931, avec la Tchécoslovaquie ; et tout récemment, protocole additionnel du 23 Septembre 1931, et avenant du 23 Mars 1932, toujours avec la Tchécoslovaquie.

du type de 1927 est subordonnée à un préavis de très court terme, la consolidation des droits aboutit pratiquement au résultat suivant : Si les droits n'étaient pas consolidés, lorsque l'une des parties élève les droits de son tarif, si l'autre Etat se trouve lésé, c'est à ce dernier qu'incombe l'obligation de dénoncer la convention qu'il n'estime plus conforme à ses intérêts. Au contraire, lorsque les droits sont consolidés, c'est l'Etat qui veut pratiquer une élévation de droits qui est obligé de dénoncer le traité. La consolidation des droits aboutit simplement à rejeter sur l'Etat qui élève son tarif la responsabilité de la dénonciation.

Dans les circonstances présentes, au lieu d'employer le contingentement qui n'est qu'un mauvais palliatif, la France se doit de prendre à sa charge la responsabilité de la dénonciation de traités qui ne sont plus en rapport avec les nécessités actuelles.

TITRE III

LE CONTINGEMENT AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

La politique des contingents a été d'abord considérée par quelques-uns comme une invention géniale. Mais si elle a eu de nombreux partisans, elle a eu également une grande quantité de détracteurs.

Beaucoup, croyaient réellement que l'on avait trouvé quelque chose de nouveau qui allait modifier complètement les principes de notre politique commerciale. Ce bel optimisme s'est aujourd'hui évanoui. Devant les inconvénients qui n'ont pas tardé à se manifester et qu'il était d'ailleurs facile de prévoir, ceux qui en étaient les partisans, les plus convaincus, ne présentent aujourd'hui le contingent que comme un palliatif indispensable pour la sauvegarde de l'économie française et qui est destiné à disparaître avec les circonstances qui l'ont fait naître et même avant si c'est possible.

M. J. Danvin s'est montré particulièrement averti lorsqu'il écrivait dans « L'Explorateur Français » du 7 janvier 1932 (Page 9.) :

« L'imperfection des bases numériques, sur lesquelles sont établies les dérogations à la prohibition d'entrée virtuellement édictée, les inconvénients du trafic des licences, la réduction des recettes douanières, la ruine de certains commerçants, la désorganisation d'entreprises séculaires, les représailles de l'étranger, les atteintes aux engagements pris, tout cela passe au second plan tant en théorie le système est séduisant... Aussi bien nous serons bons prophètes à bon compte, en prédisant que

le contingentement sera en 1932 étendu à un très grand nombre de marchandises, mais qu'à peine le système aura-t-il atteint son développement complet qu'il sera critiqué par ceux-là mêmes qui l'ont loué et qu'il disparaîtra rapidement ».

Nous allons examiner dans un premier chapitre les arguments des défenseurs du contingent soit qu'ils l'envisagent comme une amélioration définitive de notre politique commerciale, soit qu'ils le considèrent comme un mal nécessaire. Nous réfuterons ces arguments dans un second chapitre.

Enfin comme la politique des contingents est intimement liée à la protection douanière, nous nous demanderons si toutes les mesures prises par la France et dont la plus typique est le contingentement ont amélioré la situation de la France dans la crise actuelle.

CHAPITRE I

Les arguments en faveur du contingentement

Les partisans du contingentement le présentent comme le remède nécessaire pour remédier à l'état précaire de notre économie.

Cet état précaire se manifeste au point de vue qui nous occupe par l'envahissement du marché français, ce qui produit deux séries de conséquences : le déficit de notre balance commerciale et l'avilissement des prix.

Le déficit de notre balance commerciale

Notre balance a été en déficit croissant depuis le début de la crise. Pour le premier semestre de 1931, l'excédent de nos importations sur nos exportations a été de près de 10 milliards.

M. Louis Rollin dans son discours du 22 avril 1932 fait ressortir l'accroissement de certaines de nos importations :

« C'est dans les premiers mois de 1931 que s'est produit ce phénomène, assez exactement comparable à une inondation ; quelques chiffres seront plus éloquents que tous les commentaires :

Pour les objets d'alimentation, le pourcentage de ma-

joration de 1931, par rapport à l'année 1927, qui était cependant en sensible progression sur 1913, est le suivant :

Viandes et bestiaux	81 %
Produits de la ferme	164 %
Boissons	46 %
Céréales	29 %
Légumes et fruits	83 %

ce qui, entre parenthèses, n'empêche pas les pays exportateurs de ces légumes et fruits de fermer leurs ports à notre production agricole sous le couvert de mesures sanitaires.

Pour les objets fabriqués, le pourcentage de majoration est encore plus élevé :

11.376.000 quintaux métriques en 1927			
20.615.000	—	—	en 1931

Prenons plusieurs exemples : pourcentage de majoration des

Produits métallurgiques	180 %
Produits chimiques	98 %
Produits de l'industrie mécanique	128 %
Objets d'habillement	320 %
Peaux ouvrées et ouvrages en cuir	190 %
Meubles et ouvrages en bois	83 %
Ouvrages en caoutchouc	240 %
Instruments et appareils scientifiques	370 %

Sur un marché déjà déprimé par la sous-consommation, un tel afflux des importations étrangères équivalait à un arrêt de mort pour notre production et, par suite, pour la main-d'œuvre nationale, d'autant plus

que, dans le même moment la chute du pouvoir d'achat dans le monde entier affectait gravement toute notre exportation et, plus spécialement, notre industrie de luxe » (1).

L'avilissement des prix

Ces importations massives ont eu pour effet d'avilir les prix sur le marché français. Pour certains produits, l'accroissement de l'offre était considérable.

Le rapport au Président de la République (1) qui a précédé le décret du 30 septembre donne les trois exemples suivants : « l'importation des bœufs vivants a at-

(1) M. Louis Rollin s'est servi pour établir sa comparaison des statistiques de 1927 qui était une année anormale puisque par extraordinaire nous avons une balance commerciale active. En 1929, les importations de produits fabriqués se sont élevés à 21.150.000 quintaux métriques, chiffre supérieur à 1931 par conséquent.

(1) Voici à titre de documentation le texte de ce rapport :

Monsieur le Président,

Dans le rapport qui accompagnait le décret du 27 Août 1931, réglant l'importation en France de certaines marchandises étrangères, nous avons exposé la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour enrayer l'accroissement considérable du déséquilibre que l'excès d'importations de l'étranger a déterminé dans notre balance commerciale.

Nous avons montré que, dans les circonstances actuelles, le seul moyen d'atteindre rapidement ce but consiste à faire usage du pouvoir donné au gouvernement par l'art. 17 des lois de douane codifiées, de manière à limiter à un *quantum* raisonnable les importations de l'étranger.

Le décret du 27 Août 1931 a déjà fait application de ce système aux vins et aux bois. Les études poursuivies depuis lors ont permis de constater que la même mesure s'impose pour un certain nombre d'autres produits.

La statistique fait apparaître des importations massives pour les viandes et produits dérivés des viandes, le lait, les fromages et le beurre.

Nous n'en donnerons que trois exemples : l'importation des bœufs vivants , etc.

Il n'est pas douteux que cet afflux de produits étrangers est de nature à porter une grave atteinte à l'élevage national et à notre production laitière.

L'importation de ces productions est si grande pour toute la population agricole et notre économie nationale qu'on peut affirmer que ce sont les intérêts vitaux de notre pays qui sont en jeu.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint tendant à contingenter à titre exceptionnel et temporaire l'importation de ces diverses catégories de marchandises, dans les limites et suivant des modalités qui seront déterminés par des arrêtés ministériels.

teint depuis le début de l'année 230.353 quintaux, contre 122 seulement dans la période correspondante de 1929. De même pour les viandes de bœuf, les importations sont passées, dans les mêmes périodes, de 62.174 quintaux en 1929 à 319.442 quintaux en 1931. En ce qui concerne le beurre, les chiffres sont respectivement de 139.000 quintaux en 1931 contre 32.000 en 1929 ».

M. Jean Proix s'exprime ainsi : « Concurrément à l'accroissement du volume des importations, on a justifié les contingentements, dans quelques-uns des cas qui viennent d'être cités par le fait que les marchandises importées se présentaient sur le marché intérieur, en dépit des droits de douane, sinon toujours à des prix de dumping, du moins à des cours plus bas que ceux que la production nationale doit pratiquer pour être rémunérée ou simplement pour se maintenir en activité » (1).

L'élévation des droits de douane serait un remède insuffisant

Pour arrêter cet afflux de marchandises qui ont déferlé sur le marché français, les partisans de la politique des contingents prétendent que l'élévation des droits du tarif serait impuissante (2).

M. Louis Rollin s'exprime ainsi : « Relever le tarif douanier ? La mesure était inefficace et dangereuse : inefficace, car dans cette période de crise, aucune barrière douanière, à moins d'être une muraille de Chine, n'est assez haute pour arrêter l'écoulement des énormes stocks accumulés ; dangereuse, parce qu'elle tend à organiser la vie chère sur le marché intérieur et à aggraver le désordre sur les marchés étrangers, qui n'hési-

(1) Rapport cité.

(2) Nous avons déjà examiné l'aspect juridique de la question. Nous nous plaçons ici au point de vue économique et pratique.

tent pas à recourir à l'avalissement des prix et au dumping » (1).

M. Augé-Laribé écrit à son tour : « Comment intervenir ? Par un relèvement des droits de douanes ? Il eut provoqué les criaileries des importateurs français et des exportateurs étrangers ; on l'eut difficilement fait voter à la Chambre six mois avant les élections ; à supposer la Chambre favorable il eut nécessité de longs délais (car les produits inscrits à la loi du cadenas sont peu nombreux) ; il n'eut pas été efficace parce que la barrière douanière est à claire voie, beaucoup de choses passent au travers ; il eut été impossible pour tous les produits dont les droits sont consolidés, etc... » (2).

Ainsi, le seul remède possible serait donc le contingentement.

Avantages du contingentement

Certains partisans du contingentement ne se sont pas contentés d'affirmer que celui-ci était une nécessité, ils y ont même trouvé des avantages qui justifieraient son emploi comme instrument permanent de politique douanière.

Le grand avantage du contingentement est de donner lieu à des négociations entre unions internationales de producteurs. L'action de l'Etat se trouve ainsi réduite au minimum. Il ne fait que donner force obligatoire aux accords conclus à la suite de conversations entre entreprises privées.

Un autre avantage du contingentement est de permet-

(1) Discours cité.

(2) Article cité.

tre à la faveur de la prohibition de fait dont sont frappées certaines marchandises, d'aiguiller le goût du public vers certains produits d'origine nationale. Nous lisons dans le « Journal du Commerce du 4 juillet dernier » : Il s'agissait « peu à peu », « petit à petit » et « progressivement » d'opérer dans certaines industries les réadaptations nécessaires, de permettre l'équipement de telles autres (par exemple des pêches maritimes), voire de créer dans le public des habitudes de consommation nouvelles et de faire son éducation (par exemple en lui faisant adopter des succédanés ou équivalents du fromage de Hollande ou de Gorgonzola). De telle sorte que le régime, « essentiellement provisoire » des contingentements, destiné dans son principe à sauver des producteurs menacés de périr à brève échéance, représente par ailleurs pour ses défenseurs, une forme nouvelle de protectionnisme éducatif » (1).

Voici donc les principaux arguments des partisans du contingentement ; nous n'avons cité que deux ou trois d'entre eux, ceux qui nous ont semblé les plus caractéristiques et qui ont envisagé la question du point de vue général et non sous un certain angle professionnel.

(1) Grandeur et décadence des contingentements. « Journal du Commerce » du 4 juillet 1932.

CHAPITRE II

Critique du contingentement

A notre avis les arguments exposés dans le chapitre précédent ne sont pas convaincants. Examinons-les successivement.

Le déficit de notre balance et la baisse des prix

Basons-nous sur les chiffres des sept premiers mois des années 1913, 1931 et 1932.

En 1913, nos importations se sont élevées à la somme de 4.910 millions de francs ; nos exportations à 3.910 millions. Pour sept mois, notre balance commerciale s'est soldée par un déficit de 1 milliard.

En 1931, les importations se sont chiffrées à 26.834 millions de francs ; les exportations à 18.642 millions de francs ; le déficit s'est donc élevé à 8.192 millions.

En 1932, importations, 17.667 millions ; exportations, 11.512 millions ; déficit, 6.155 millions de francs.

Ainsi, malgré toutes les mesures restrictives, pendant les 7 premiers mois de l'année courante, nos importations ont surpassé nos exportations de 6 milliards de francs.

Le déficit de notre balance commerciale a diminué, entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} août de l'année courante, d'un peu plus de 2 milliards en comparaison de la période correspondante de 1931.

Cependant le chiffre total de notre commerce extérieur est passé de 45.475 millions en 1931 à 29.179 en 1932.

Si nous faisons le rapport entre le déficit de notre balance commerciale et le montant total de notre commerce extérieur nous remarquons :

Pendant les 7 premiers mois de 1932 le déficit a été de 1/8,8 du montant total de notre commerce.

En 1931, le déficit fut de 1/5,5.

En 1932, le déficit a été dans la proportion fantastique de 1/4,7.

Pendant le mois de juillet dernier les importations ont atteint 2.388.547.000 francs ; les exportations n'ont été que de 1.428.256.000 francs. Le déficit a donc été de plus d'un milliard. Il serait pour le moins téméraire de dire que le contingentement a amélioré la balance commerciale de la France.

A vrai dire, nous ne croyons pas que des mesures de protectionnisme rigide quelles qu'elles soient, soient de nature à améliorer de façon sensible et durable la situation actuelle.

Il est des circonstances cependant où, il faut prendre des mesures pour éviter l'envahissement du marché français par des marchandises vendues momentanément

ment à des prix inférieurs à leur coût de production. Quoique ces circonstances soient plus rares qu'on ne le pense généralement, il est certainement des cas où il faut protéger le producteur français contre le dumping, volontaire ou non de certains états étrangers.

Dans ce cas là, la seule mesure qui s'impose à notre avis, est le relèvement des droits de douane. Les partisans du contingentement, n'ont d'ailleurs aucune bonne raison qui justifierait l'emploi du contingentement à la place du relèvement des droits.

Lorsque M. Louis Rollin trouve que le relèvement des droits est inefficace, car : « aucune barrière, à moins d'être une muraille de Chine n'est assez haute pour arrêter l'écoulement des énormes stocks accumulés », il nous semble procéder un peu trop par affirmation de principe. Nous ne voyons pas comment une marchandise vendue sur le marché étranger à un prix aussi bas que possible, pourrait encore concurrencer favorablement les produits similaires français, si le droit de douane représente l'écart entre le prix du marché français et le prix extérieur.

Lorsque M. Louis Rollin ajoute que le relèvement des droits est une mesure « dangereuse, parce qu'elle tend à organiser la vie chère sur le marché intérieur » nous avouons ne pas comprendre très bien. Du moment que l'offre est limitée sur le marché français, que ce soit par n'importe quel procédé, les prix doivent forcément s'élever pour équilibrer une demande qui, par principe, n'a pas varié. Lorsque l'on contingent les marchandises, l'offre est limitée directement. Lorsque l'on élève le droit, l'on ajoute une charge supplémentaire au coût de

production des marchandises étrangères, ce qui fait que seules les marchandises produites assez favorablement pour pouvoir supporter cette charge supplémentaire vont pouvoir s'offrir sur le marché français.

D'ailleurs nous ne croyons pas que toutes les unions de producteurs qui ont réclamé vivement le contingentement l'aient fait uniquement préoccupées du déficit de notre balance commerciale et avec l'espoir que le contingentement n'aurait aucune influence sur le maintien des prix intérieurs.

Lorsque M. Augé-Laribé écrit que le relèvement des droits n'eut pas été efficace « parce que la barrière douanière est à claire-voie, beaucoup de choses passent au travers » nous ne comprenons pas du tout ce qu'il veut dire et comment le « filet du contingentement » serait plus hermétique.

Le contingentement a en outre un inconvénient incontestable.

Lorsque par suite de la restriction des importations, les prix français sont supérieurs aux prix mondiaux, au lieu que ce soit l'Etat qui profite de cette différence de prix sur les marchandises importées, en prélevant des droits de douane, ce sont les importateurs français ou les exportateurs étrangers, selon que les uns ou les autres détiennent les licences d'importation, qui en bénéficient.

Dans le cas très fréquent où les licences sont détenues par les vendeurs étrangers, la limitation des importations n'améliore en rien le déficit de la balance commerciale, car si le volume importé diminue, les prix se sont

élevés. Nos importations ont bien diminué en volume mais elle ont augmenté en valeur, pour le bénéfice des exportateurs étrangers.

Les prétendus avantages du contingentement

En ce qui concerne les unions internationales de producteurs, il nous semble que l'intervention de l'Etat n'est nullement désirable.

Quoique nous ne soyons pas très favorables à la constitution de grands monopoles privés, la formation de ceux-ci semble découler de l'évolution naturelle de l'ordre économique.

Mais l'Etat n'a pas à intervenir en la matière. Les unions de producteurs peuvent parfaitement allouer des contingents d'importations à chacun de leurs membres, et organiser la production et la distribution comme elles l'entendent ; toutes ces combinaisons ne doivent pas dépasser le plan des accords privés.

Voilà ce que dit le rapport des sous-comités d'experts économiques à la Commission d'étude pour l'Union Européenne :

« Aucune pression artificielle ne doit intervenir dans la formation des ententes industrielles internationales ; elles doivent résulter des conditions économiques elles-mêmes et de la libre initiative des intéressés. La formation, comme également le fonctionnement des ententes, doivent échapper à toute action gouvernementale tendant à les utiliser comme un instrument de pression dans le domaine de la politique commerciale » (1).

(1) Voir « l'Europe Nouvelle » du 20 août 1932. Page 997.

Le rôle de l'Etat en matière d'ententes entre producteurs ne doit être qu'un rôle de surveillance. En effet, si ces ententes poussent trop loin leur action et qu'elles se mettent par leur faute dans une situation difficile, l'Etat pour éviter un désastre (1), est obligé d'intervenir pour leur venir en aide. C'est ce qu'il faut éviter. L'Etat, à notre avis, ne doit jamais se trouver mêlé comme participant à des intérêts purement privés, parce qu'il a dû soutenir des entreprises défailtantes.

Pour la question qui nous occupe, l'Etat n'aurait pas dû, par ses décrets de contingentement, donner force obligatoire à des accords qui n'auraient jamais dû acquérir le moindre caractère officiel.

Quant au fameux « protectionnisme éducatif », il nous semble que si la consommation doit être orientée vers tel ou tel produit, il vaut mieux qu'elle soit attirée par la qualité ou par le prix, plutôt que par la nécessité.

Nous nous sommes bornés à critiquer ici le principe même du contingentement. Quant aux applications maladroites de ce principe, elles sont innombrables. Nous ne pouvons les examiner dans le cadre restreint de cet exposé (2).

(1) Exemple du Pool canadien des blés.

(2) Voir particulièrement « Le Temps Economique » du 12 mai 1932 : Quand l'économie est dirigée. Le Beurre, par Paul Decharme.

Voir également la question des machines-outils dans « Foreign Trade » de mai 1932 P. II et suiv. en sens contraire, « l'Usine » du 25 mars : Le contingentement peut-il nuire à la production nationale.

CHAPITRE III

La protection douanière

Dans le chapitre précédent nous avons émis l'opinion que, lorsque des mesures de protection devaient être prises, le contingentement était un procédé très imparfait et qui remplissait mal son but. La seule mesure de protection possible, selon nous, est l'élévation des droits de douane.

Maintenant, nous allons pousser plus loin notre examen et nous allons étudier la question suivante : La France a-t-elle intérêt dans l'état présent de la conjoncture, à s'entourer de barrières douanières, quel que soit le procédé employé et à s'isoler du reste du monde ? La protection ne devrait-elle pas être réservée pour les cas de marchandises vendues à des prix de dumping, insuffisants à rémunérer le producteur.

L'état lamentable de notre balance commerciale

Ce qui caractérise particulièrement la situation présente c'est l'état fortement déficitaire de notre balance commerciale.

Le contingentement ainsi que nous venons de le voir, n'a nullement amélioré la situation, au contraire. Il en eut été de même de tout autre mesure protectionniste.

Les partisans de la politique actuelle font remarquer que le déficit de notre balance commerciale est dû au déclin de nos exportations et que ce déclin existait bien avant le contingentement, qui ne peut par conséquent en être la cause. Ce déclin des exportations existe d'ailleurs un peu partout. M. Duchénois cite quelques chiffres à l'appui de cette remarque ; il écrit que les exportations de l'Allemagne, entre le mois de janvier 1930 et le mois de janvier 1932, ont baissé de 49 % ; la proportion est de 51 % pour la France, de 63 % pour les Etats-Unis, etc. (1).

Nous répondrons cependant que, s'il est logique qu'en période de la crise le volume total du commerce diminue dans de grandes proportions, pour que cette diminution n'ait pas de répercussions dangereuses sur l'économie nationale, il importe qu'elle affecte aussi bien les importations, que les exportations.

Or, prenons l'exemple de l'Allemagne : s'il est exact que le chiffre de ses exportations ait baissé en deux ans de 49 %, la régression des importations a été supérieure à celle des exportations puisqu'elle atteint 66 %. Pour la France, la proportion n'est que de 31 % seulement.

A cela l'on nous répondra certainement, que c'est justement le moment d'entraver les importations et de prendre des mesures de protection pour les ramener à un taux de diminution égal à cela des exportations.

Cela n'est pas notre avis, car l'accroissement de la protection élèvera les prix et par répercussion le coût de production des produits français qui s'exporteront

(1) J. Duchénois : La politique des contingents et notre commerce extérieur. « L'Information » du 5 août 1932.

encore plus difficilement. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que depuis l'institution du contingentement, le déficit de la balance commerciale s'était relativement accru. Cela n'a rien d'extraordinaire, puisque, par suite de la différence croissante entre les prix français et les prix mondiaux, nos exportateurs se sont trouvés dans une situation de plus en plus difficile.

Si, avant l'institution du contingentement, notre balance commerciale, était déjà fortement déficitaire, la raison en est que, dans une France indirectement touchée par la crise, les prix s'étaient maintenus à un niveau élevé. Quand enfin les prix français ont manifesté une tendance à la baisse, tendance qui, si on l'avait laissé se réaliser, aurait certainement remédié dans une large mesure au déficit de notre balance du commerce, l'on a cru qu'il fallait au contraire empêcher ce mouvement.

L'on croyait généralement que la crise serait passagère et qu'il y avait avantage à transformer, pendant un certain temps, la France en une autarchie économique.

Pourtant, quand le mouvement de dépression aura atteint son niveau le plus bas (c'est peut-être chose faite maintenant), le monde sera dans un nouvel état d'équilibre économique basé sur des prix fortement diminués. La France serait alors un pays qui ne serait pas au même niveau que les autres. M. Raymond Recouly écrit : « On peut dire sans exagération que la France est aujourd'hui un des pays les plus chers du monde. Nul n'en est plus convaincu que l'auteur de ces lignes qui passe une partie de sa vie à voyager, à qui par conséquent les éléments de comparaison ne font pas défaut.

C'est un des points les plus préoccupants, les plus inquiétants de l'heure présente » (1).

Or, si la France peut s'isoler du reste du monde, elle ne peut le faire qu'au prix des plus grandes difficultés et seulement pendant une période brève. M. Roger Nathan écrit : « Qu'on le regrette ou non, la France a déjà opté et s'est engagée sur la voie qui conduit à l'industrialisation et plus sûrement encore qui aboutit à une vie réglée et dominée par les échanges internationaux beaucoup plus que par les conditions d'une vie plus ou moins largement domestique » (2).

Pour le rétablissement d'un large courant d'échanges internationaux, une condition est indispensable : l'abaissement des prix de revient.

Incompatibilité de la protection avec une politique d'abaissement des prix

Si les prix en France sont à un niveau trop élevé, cela tient à des raisons que nous ne pouvons songer à analyser ici.

Cependant, il est certain que la production est trop coûteuse et que la distribution l'est également.

Le coût trop élevé de la distribution est dû principalement au nombre des intermédiaires et au profit trop élevé qu'ils prennent et qui est hors de proportion avec le service qu'ils rendent de mettre les marchandises produites à la disposition immédiate du consommateur.

(1) Raymond Récouly : Faisons le point. « La Revue de France » du 1^{er} mai 1932. Page 160.

(2) Roger Nathan : Problèmes économiques et élections. « L'Europe Nouvelle » du 23 avril 1932.

Evidemment, la politique douanière n'a pas à intervenir ici son domaine est celui de la production.

Il faut abaisser le coût de production et, cet abaissement n'est pas compatible avec la politique de protectionnisme rigoureux que suit la France.

Les éléments du coût de production sont la rémunération du capital et celle du travail. Il s'agit donc d'agir sur ces deux facteurs.

En relâchant notre protection nous obligeons les produits français à lutter contre leurs concurrents étrangers. Le résultat de cette lutte serait une contraction des capitaux, provoquée, soit par la disparition des entreprises les moins douées, soit que cette diminution se fasse à l'intérieur même de l'entreprise.

Nous avons sous les yeux un article de Paul Decharme où il nous signale qu'en Roussillon la « bonne terre » a valu 300.000 l'hectare (1). Il est évident que, si le capital ne se contracte pas, jamais les producteurs de primeurs des environs de Perpignan ne pourront soutenir la concurrence avec les producteurs de l'étranger où le prix de la terre est moins élevé. Or, par une protection excessive, nous empêchons le capital de s'adapter aux nécessités présentes. Il vaut mieux au contraire laisser se produire, sous l'action de la concurrence, l'assainissement automatique et la réduction des capitaux. Après cela, nous pourrions repartir sur de nouvelles bases.

Un autre facteur qui doit être abaissé c'est le niveau des salaires. Or, pour obtenir un abaissement du niveau

(1) P. Decharme : « Le temps Economique » du 16 avril 1932 : La crise de la production maraîchère.

des salaires, il importe de faire baisser le prix de la vie afin que le salaire réel ne soit pas diminué.

C'est ici qu'apparaît la nécessité de pratiquer une politique agricole moins restrictive (1).

La partie agricole de la population française a toujours été l'objet des sollicitudes des gouvernements qui se sont succédés au pouvoir. Elle bénéficie déjà d'avantages considérables. Sur le terrain économique, les partisans du protectionnisme agricole soutiennent qu'en maintenant à des prix élevés les produits de l'agriculture, ils créent ainsi des débouchés pour les produits industriels.

Affirmation contestable, car d'abord il n'est pas cer-

(1) L'Union Française des industries exportatrices a envoyé au ministre de l'agriculture, la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

L'heure approche où vont être fixés, pour le dernier trimestre de cette année, les contingents d'importation des produits agricoles.

Au cours de l'audience que vous avez bien voulu m'accorder il y a quelques semaines, je vous ai exposé très simplement la situation angoissante des industries exportatrices françaises, qui non seulement souffrent des mesures de représailles édictées par l'étranger en réponse à notre protection douanière excessive, mais qui se trouvent de plus en plus concurrencées sur tous les marchés, par suite d'un coût de transformation beaucoup trop élevé.

Les salaires de leurs ouvriers sont, en effet, directement subordonnés au coût de la vie qui écrase le consommateur.

Comme je vous l'ai dit, Monsieur le Ministre, l'U. F. I. E. ne s'élève pas contre une sage défense des intérêts de nos agriculteurs, mais elle estime que l'heure est venue où l'évolution doit commencer.

Je sais que l'importance primordiale de ce problème ne vous a pas échappé et je veux espérer que les graves décisions que vous allez avoir à prendre pour le 1^{er} octobre prochain refléteront à la fois votre souci de l'intérêt général et les directives libérales qui sont celles du gouvernement actuel.

Je me permets dans ces conditions, d'attirer respectueusement votre attention sur l'un des contingents dont le renouvellement va être envisagé par vous, parmi tant d'autres, et auquel est étroitement lié à l'approche de l'hiver, le budget de chaque ménage ouvrier.

Je veux parler du chapitre des œufs.

Il est inadmissible que les mesures de contingentement puissent réduire dans de telles proportions la quantité d'œufs étrangers importés en 1931, car, si l'on empêche toujours les prix de baisser, même quand ils le doivent normalement, comment le prix de la vie pourra-t-il se réajuster aux salaires ?

tain que les populations soient de grands consommateurs de produits industriels (à l'exception des machines agricoles et des engrais bien entendu).

De plus, si la diminution du pouvoir d'achat nominal des populations agricoles est compensé par la baisse du coût de production des produits industriels, résultant de la baisse de salaires, leur pouvoir d'achat réel ne sera nullement diminué ; ils consommeront tout autant de produits industriels. Notre industrie, par contre, y gagnera de pouvoir se lancer à la conquête des marchés étrangers avec des chances de succès accrues.

Le processus serait donc le suivant : baisse des produits agricoles, baisse des salaires, baisse des produits industriels. Ainsi, à la fin de l'évolution, les prix français seraient ramenés aux environs des prix mondiaux.

Nous pensons d'autre part, que les difficultés de la période de transition, seront d'autant mieux supportées par les petits agriculteurs, ceux que l'on appelle les producteurs autonomes, que ceux-ci vivent en grande partie directement du produit de leurs terres.

Nécessité d'ententes internationales

Mais, nous dira-t-on, à supposer que les prix français soient ramenés au niveau des prix mondiaux, cela nous fera-t-il percer les barrières douanières dont s'entourent les états étrangers ?

C'est ici que se fait jour la nécessité de négociations internationales basées sur le principe de la réciprocité.

Mais ces négociations doivent être conduites par les états eux-mêmes soucieux qu'ils sont de l'intérêt général ; et l'on doit éviter de donner une sanction officielle

aux accords conclus entre les unions de producteurs qui n'ont pas les mêmes préoccupations.

Nous avons vu que le contingentement avait réinstauré dans notre politique douanière le principe de réciprocité.

De ce principe, que nous estimons devoir être la base de nos négociations futures, les unions de producteurs en ont fait une mauvaise application. Chaque fois qu'un accord est intervenu entre un cartel français et un cartel étranger, cela a été toujours pour mettre de nouvelles entraves à la libre circulation des marchandises. Les concessions que se faisaient les parties en présence étaient la faculté de se protéger chacune davantage. Ces concessions auraient dû être : la possibilité d'échanger davantage. Mais pour atteindre ce but il nous semble que seuls les états sont suffisamment conscients de tous les intérêts en présence.

C'est d'ailleurs sur cette voie que l'on se dirige actuellement. La conférence de Stresa semble avoir débuté sous d'heureux auspices. Espérons que l'on arrivera à des accords et qu'ainsi des résultats positifs seront obtenus.

CONCLUSION

Lorsque, en juillet 1931, les importations de marchandises étrangères envahissaient le marché français, l'on a cru y remédier par le procédé empirique du contingentement.

A première vue le système paraissait séduisant. Mais maintenant l'expérience est faite et elle condamne le système nouveau. Nous espérons, au cours de ces quelques pages, en avoir démontré les principaux inconvénients.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie a adressé, le 5 octobre courant, la lettre suivante aux Présidents des organismes qualifiés de la production française :

« Lorsque, pour parer aux dangers que faisait courir, à certaines branches de la production française, l'excès de la concurrence étrangère, le Gouvernement a été conduit à limiter les importations par la fixation de contingents, il a été entendu que le régime ainsi instauré ne saurait être considéré comme un système normal et permanent de protection.

« Si les mesures en vigueur depuis près d'un an et qui viennent d'être prorogées pour une nouvelle période de trois mois, ont permis d'obtenir, dans la mesure du possible, les résultats qu'on attendait, il faut reconnaî-

tre qu'elles n'ont pas été sans présenter par ailleurs de sérieux inconvénients et qu'elles se sont révélées parfois d'une application délicate et difficile.

« Aussi, le Gouvernement considère-t-il qu'il conviendrait de revenir à un régime plus normal des échanges et d'envisager la suppression progressive des contingents dans la mesure où il est souhaitable de la réaliser..... »

Le contingentement est un procédé d'un maniement beaucoup trop délicat. Il faut tenir compte de trop de facteurs pour pouvoir l'employer sans danger. Avec ce procédé, l'Etat a la main-mise pleine et entière sur notre marché extérieur. Dans l'état actuel de l'évolution économique, nous ne croyons pas que l'Etat puisse déjà remplir une tâche aussi lourde, à la satisfaction de l'intérêt général.

Le problème de la répartition des contingents est à lui seul presque insoluble. A notre avis, le système le plus équitable serait que l'Etat mette en vente au plus offrant les licences d'importation.

Le chiffre auquel il convient de fixer les contingents est une autre source de difficultés. En principe le contingent devrait représenter le déficit de la production française. Mais qu'appelle-t-on production française ? entend-on par là la production de toutes les entreprises, même les moins favorisées ; à ce compte-là, il y aurait moyen de produire du vin en Norvège, à condition de cultiver la vigne dans des serres.

Il n'est pas douteux pourtant que des mesures de protection s'imposent dans certains cas. Mais alors, le re-

mède le meilleur reste l'élévation des droits de douane. Nous avons vu que cela n'était rendu impossible, ni par nos traités et les fameux droits consolidés, ni par les lacunes de notre législation douanière interne.

Le contingentement est donc presque unanimement condamné. Il est probable que, dès que des accords auront été conclus dans les prochaines conférences internationales, celui-ci disparaîtra.

Quoi qu'il en soit, ne regrettons pas trop l'emploi que l'on en a fait, car l'application de ce système au début plein de promesses a, espérons-le, permis d'en tirer d'utiles enseignements pour l'avenir.

VU : *Le Président de la thèse,*
ALLIX.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

1° — OUVRAGES GÉNÉRAUX

ALLIX. Les droits de Douane.

BOULET. Cours de Législation et de Réglementation douanière.
2° éd.

NOGARS ET MOYE. Le Régime Douanier de la France, 2° éd.

2° — ARTICLES DE REVUES ET PÉRIODIQUES.

AUGÉ-LARIBÉ. Observations sur le système des contingentements d'importation. « L'Europe Nouvelle » du 16 avril 1932.

DANVIN. Les tendances de la politique de la France en 1931.
« Exportateur Français » du 7 janvier 1932.

DECHARME. Quand l'Economie est dirigée. « Le Temps Economique » du 12 mai 1932.

— La crise de la production maraîchère. « Le Temps Economique » du 16 avril 1932.

DUCHENOIS. La politique des contingents et notre commerce extérieur « L'Information » du 5 août 1932.

FINET. Une nouvelle réglementation des contingentements. « La Journée Industrielle » du 8 janvier 1932.

LE TROCQUER. Le mur douanier franco-allemand. « Lu » du 15 avril 1932.

NATHAN. Problèmes économiques et élections. « L'Europe Nouvelle » du 23 avril 1932.

PROIX. La politique douanière des contingentements. « L'Europe Nouvelle » du 20 février 1932.

RECOULY. Faisons le point. « Revue de France » du 1^{er} mai 1932.

SIEGERT. Handelspolitische Kontingente. « Wirtschaftsdienst » du 8 avril 1932.

WEILLER. Principes et répercussions du contingentement des im-

portations. « Revue Economique Internationale » de Juin 1932.

Contingentement. « Le Temps » du 27 juillet 1932.

Grandeur et décadence des contingentements. « Journal du Commerce » du 4 juillet 1932.

Regard sur la politique douanière en 1931. « Journal du commerce » du 10 mars 1932.

Pour et Contre les contingentements. « Vendre », avril et mai 1932.

La Suisse et la politique française des contingentements. « Annales des Douanes » du 18 février 1932.

French import quotas on american products. « Foreign Trade », avril et mai 1932.

Quota restrictions on world trade. « The Manchester Guardian Commercial » du 28 mai 1932.

3° — DOCUMENTS DE LA S. D. N.

Rapport définitif de la Commission des entraves au commerce de la Chambre de Commerce Internationale. C. E. I., 5.

Memorandum sur le Dumping, par Jacob Viner. C. E. C., p. 36.

Réglementation des contingents de marchandises admis à l'importation et à l'exportation. C. E. I., 42.

Abolitions des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. C. E. I., 22.

Rapport du sous-comité d'experts économiques à la Commission d'étude pour l'Union Européenne. (Reproduit dans « l'Europe Nouvelle », du 20 août 1932).

4° — RAPPORTS PRODUITS AU CONGRÈS DU COMMERCE
DES PRODUITS CONTINGENTÉS (27-28 juin 1932).

Rapport Général de M. Jean Proix.

Rapports de MM. Baumann, David, Magrin, Rosier, Suzzarelli et Emerique.

5° — RECUEILS DE LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS,
AVIS AUX IMPORTATEURS ET DÉCISIONS ADMINISTRATIVES.

Le Journal Officiel (années 1931 et 1932).

Le Bulletin Douanier (années 1931 et 1932).

Les annales des Douanes (années 1931 et 1932).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
TITRE PRELIMINAIRE	
CHAPITRE UNIQUE. — Définition, historique et étendue d'ap- plication du contingentement	15
TITRE I	
La technique du contingentement	
CHAPITRE I. — Contingent unique ou répartition entre les pays exportateurs ?	27
CHAPITRE II. — Les licences et les certificats de contingen- tement	31
CHAPITRE III. — La clause transitoire	43
CHAPITRE IV. — Les principales dérogations	49
TITRE II	
Le contingentement du point de vue juridique	
CHAPITRE I. — Le contingentement est-il compatible avec notre législation interne ?	59
CHAPITRE II. — Le contingentement et nos traités de com- merce	63
CHAPITRE III. — Le contingentement était-il juridiquement le seul remède possible ?	76
TITRE III	
Le contingentement au point de vue économique	
CHAPITRE I. — Les arguments en faveur du contingentement	85
CHAPITRE II. — Critique du contingentement	91
CHAPITRE III. — La protection douanière	97
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE	109

IMPRIMERIE RAPIDE DU CENTRE, ISSOUDUN (TÉL. 32).

